

Agreste Panorama



Numéro 4 - novembre 2018

En septembre 2018, la hausse des prix agricoles à la production et des intrants se poursuit

■ Synthèses Grandes cultures

En 2018, une récolte en baisse à la suite d'une météo défavorable mais des prix globalement plus soutenus qu'en 2017

J.-M. Pognat

■ Synthèses Fruits d'été

En 2018, une évolution contrastée des chiffres d'affaires à la production des fruits d'été, dans un contexte de baisse des récoltes et de remontée des cours

L. Bernadette

■ Synthèses Légumes d'été

En 2018, des récoltes de légumes d'été en repli et des prix à la production plutôt en hausse

S. Bernadet

■ Synthèses Aviculture

En 2017, une 2^e épidémie d'Influenza aviaire pénalise la filière des palmipèdes gras

C. Ugliera

■ Synthèses IAA

Au 2^e trimestre 2018, nouveau recul de la production en volume des IAA sur un an

M. Kuhn-Le Braz



Éditorial

En septembre 2018, la hausse des prix agricoles à la production et des intrants se poursuit

Avec la canicule estivale et les températures au-dessus des normales en septembre 2018, la France enregistre les neuf premiers mois les plus chauds depuis 1900. Après un excès d'eau au printemps, la pluviométrie a été insuffisante durant tout l'été. En cumul depuis le 1^{er} mars, les précipitations sont déficitaires dans toutes les régions. Ce déficit hydrique joint aux températures hors normes accentue la sécheresse des sols en surface (*Infos rapides Climatologie, octobre 2018*). En octobre, la pluviométrie s'améliore dans le Sud mais les températures atteignent de nouveau des niveaux exceptionnellement élevés. Les cultures ont été perturbées à des degrés divers.

Dans la norme au niveau national jusqu'au 20 août, la pousse mensuelle d'herbe est devenue déficitaire entre le 20 août et le 20 septembre. Entre le 20 septembre et le 20 octobre, la poursuite de la sécheresse a empêché la reprise de la pousse. Sur l'ensemble de la campagne 2018, la production des prairies permanentes est inférieure à celle de référence (77 %). Seules les régions Occitanie, Pays de la Loire et Paca sont dans une situation normale ou proche de la normale (*Infos rapides Prairies, octobre 2018*).

Selon les estimations du SSP au 1^{er} octobre, la récolte 2018 de céréales s'établirait à 63,5 millions de tonnes (Mt) en France, en baisse de 8,5 % sur un an et de 6,5 % par rapport à la moyenne 2013-2017 (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, octobre 2018*). Hormis l'année 2016, le niveau n'a jamais été aussi bas depuis 2007. La qualité du blé est néanmoins au rendez-vous. Les productions d'oléagineux et de betteraves reculeraient de façon encore plus marquée (- 12 % chacune sur un an). La quasi-totalité des rendements baisse, le plus souvent en raison des intempéries, dans un contexte de repli des surfaces (sauf oléagineux et betteraves). Seuls les rendements des orges de printemps et des protéagineux tirent leur épingle du jeu. Cette moisson recouvre toutefois des situations hétérogènes selon les régions, voire au sein d'une même région. Au niveau mondial, la situation des céréales (hors maïs) n'est guère meilleure, notamment en Russie et dans l'Union européenne (UE) avec une production allemande pénalisée par la sécheresse. En revanche la production mondiale d'oléagineux s'accroîtrait grâce à l'abondance des récoltes

de soja (*En 2018, une récolte en baisse à la suite d'une météo défavorable mais des prix globalement plus soutenus qu'en 2017, Grandes cultures, n° 2018/331, octobre 2018*). Soutenus par une demande mondiale ferme et une offre limitée, les prix à la production des céréales sont bien supérieurs en septembre à ceux de 2017. Avec les cours des pommes de terre, ils tirent l'ensemble des prix des grandes cultures à la hausse malgré le fléchissement des cours de la betterave et des oléagineux.

Après des cours souvent proches des prix moyens 2013-2017 jusqu'en juillet 2018, les prix de l'ensemble des légumes dépassent nettement en septembre les cours moyens, confirmant l'inflexion enregistrée en août (*Infos rapides légumes, octobre 2018*). Ils se maintiennent également au-dessus des cours de 2017. Le marché de la tomate, en rééquilibrage après un été difficile, participe à ce retournement. Pour la campagne 2018, les récoltes des légumes d'été ont été inférieures à celles abondantes de 2017 et à la moyenne des cinq dernières années. Le repli s'explique par le manque de luminosité et une pluviométrie trop importante au printemps ainsi que par la canicule estivale. Malgré des prix en hausse sur un an pour la plupart des légumes, les chiffres d'affaires nationaux ont fléchi pour les courgettes, le melon, la tomate et la chicorée (*En 2018, des récoltes de légumes d'été en repli et des prix à la production plutôt en hausse, Légumes n° 2018/333, octobre 2018*). Pénalisés par la sécheresse estivale, les débuts de la campagne des légumes d'hiver sont marqués par une baisse des productions.

En septembre, les cours des premiers fruits d'hiver et des derniers produits d'été augmentent sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières mais de façon moins marquée que pendant l'été, le démarrage poussif de la campagne du raisin freinant les hausses globales (*Infos rapides fruits, octobre 2018*). Les cours de la pomme et de la poire sont fermes en début de campagne sous l'effet de productions en baisse et d'une météo encore favorable à la consommation des fruits. S'agissant des fruits d'été (pêche, abricot cerise et fraise), et à l'exception de la fraise, la campagne 2018 a été caractérisée par des récoltes françaises et européennes en net repli sur un an et par rapport à la moyenne 2013-2017 (jusqu'à 30 %), sous

l'effet des intempéries. Malgré une demande pas toujours au rendez-vous, notamment au printemps, et une qualité de fruit parfois médiocre, la forte baisse des récoltes a tiré les cours à la hausse. Ces derniers n'ont toutefois pas toujours permis aux chiffres d'affaires de s'accroître sur la période. Si le chiffre d'affaires de la pêche s'est accru, celui de l'abricot est demeuré à un niveau bas et celui de la cerise a chuté (*En 2018, une évolution contrastée des chiffres d'affaires à la production des fruits d'été, dans un contexte de baisse des récoltes et de remontée des cours, Fruits n° 2018/334, octobre 2018*).

Au 1^{er} octobre, la production de vins en 2018 s'établirait à 46,7 millions d'hectolitres (Mhl), en hausse de 27 % par rapport à 2017 et de 6 % par rapport à la récolte moyenne des cinq dernières années (*Infos rapides Viticulture, octobre 2018*). En excluant la récolte historiquement faible de 2017, la récolte dépasserait de 4 % la moyenne 2012-2016. Les vendanges 2018 sont parmi les plus précoces. La canicule a toutefois affecté certaines productions locales et plusieurs bassins viticoles ont souffert de la grêle et du mildiou, notamment sur les façades atlantique et méditerranéenne. Les vignobles de Champagne ou de Bourgogne-Beaujolais enregistrent des hausses importantes tandis que ceux du Languedoc-Roussillon, du Sud-Est et de la Corse sont en retrait par rapport à la moyenne des cinq dernières années. La production du Bordelais, bien que soumise à la grêle et au mildiou, se redresse après celle très mauvaise de 2017 (*Infos rapides Viticulture, octobre 2018*). Dans un contexte d'exportations soutenues et de disponibilités limitées en fin de campagne, les vins s'écoulent à des prix très fermes.

Sur les huit premiers mois de 2018, les productions françaises d'animaux de boucherie s'accroissent légèrement par rapport à la même période de 2017, surtout pour les bovins et les ovins (*Infos rapides Bovins/ovins/porcins, octobre 2018*). Parallèlement, les prix à la production augmentent pour les ovins sur un an, sont quasiment stables pour les bovins et reculent pour les porcins.

Depuis le début de l'année, les abattages mensuels de bovins sont en hausse sur un an malgré un léger repli en août et en septembre. Celui-ci s'explique par de moindres abattages de vaches allaitantes par rapport aux niveaux élevés en 2017. Sur les neuf premiers mois, les abattages de vaches allaitantes sont toutefois bien supérieurs aux niveaux moyens 2013-2017 tandis que ceux de vaches laitières s'en rapprochent. Parallèlement, les exportations de brouillards deviennent inférieures à celles de 2017 sous l'effet du recul des volumes à destination de l'Italie et malgré un certain dynamisme des ventes à l'Algérie et à l'Espagne.

En repli saisonnier depuis la fête de Pâques, les abattages des ovins reprennent à l'approche de la fête de l'Aïd début septembre. Sur l'ensemble des neuf premiers mois de 2018, ils sont quasiment stables par rapport à la même période de 2017. Malgré une légère progression en septembre, les cours restent depuis la mi-2018 en deçà de ceux élevés de 2017.

En septembre 2018, les promotions de rentrée stimulent la consommation de viande de porc des ménages, en hausse sur un an pour la première fois depuis plusieurs mois. Les abattages reprennent leur progression saisonnière mais restent toutefois inférieurs aux niveaux élevés de 2017. La demande extérieure fléchit sur un an, aussi bien vers les pays tiers que vers l'UE, après plusieurs mois de bonne tenue. En Belgique, la découverte de cas de peste porcine perturbe le marché européen. Avec le repli des cours en Europe, l'amélioration des prix du porc français est freinée sur un mois. Les cours demeurent inférieurs aux cours de septembre 2017, contribuant à tirer les prix de l'ensemble des animaux de boucherie vers le bas sur un an.

La hausse des productions françaises de bovins et porcins s'inscrit dans un contexte de repli des cheptels au 1^{er} mai 2018. Dans l'UE, les évolutions de cheptel sont plus contrastées : en baisse pour les bovins (sauf en Pologne, en Italie et surtout en Espagne) et plutôt en hausse pour les porcins, à l'exception de l'Allemagne (*Infos rapides Cheptel Bovins/Porcins, octobre 2018*). Compte tenu des effectifs d'animaux présents dans les exploitations au 1^{er} mai et de la conjoncture actuelle, les prévisions de production de gros bovins en France tablent sur une légère baisse au 2^d semestre 2018 et un repli plus important au 1^{er} semestre 2019. *A contrario*, la production porcine s'accroîtrait au 2^d semestre 2018 et au 1^{er} semestre 2019.

À l'exception du mois d'août 2018, les abattages mensuels de volailles, toutes espèces confondues, sont supérieurs à ceux de 2017 et à la moyenne 2013-2017 depuis le début de l'année. L'activité de la filière poulet marque le pas depuis juillet tandis que celle des canards gras est dynamique (*Infos rapides Aviculture, octobre 2018*). En 2017, les abattages de volailles de chair ont reculé, frappés par une nouvelle crise aviaire, alors que dans le reste de l'UE ils progressaient. La filière canards gras a été quasiment la seule touchée. Les abattages de dindes et pintades sont demeurés sur une tendance baissière. Ceux de poulets se sont accrus, atteignant même un pic. La consommation de viande de poulet a augmenté, contrairement aux autres viandes de volaille. Les échanges de viande de poulet ont continué de se dégrader, creusant un peu plus le déficit du commerce extérieur de volailles (*En 2017, une 2^e épizootie d'Influenza aviaire pénalisait la filière des palmipèdes gras, Aviculture n° 2018/330, octobre 2018*).

Malgré une certaine reprise sur un mois, en septembre, les cours des œufs sont inférieurs aux niveaux exceptionnels atteints en 2017 à la suite du scandale du Fipronil. Ils dépassent néanmoins les cours moyens des cinq dernières années. Sur les deux premiers trimestres de l'année 2018, la production française d'œufs de consommation se contracte sur un an. Selon les estimations du modèle SSP-ITAVI-CNPO, il devrait en être ainsi jusqu'à la fin de l'année.

En août 2018, la collecte française de lait de vache retombe au niveau de 2017 après avoir été en légère hausse sur un an à partir de l'été. La sécheresse estivale pèse fortement

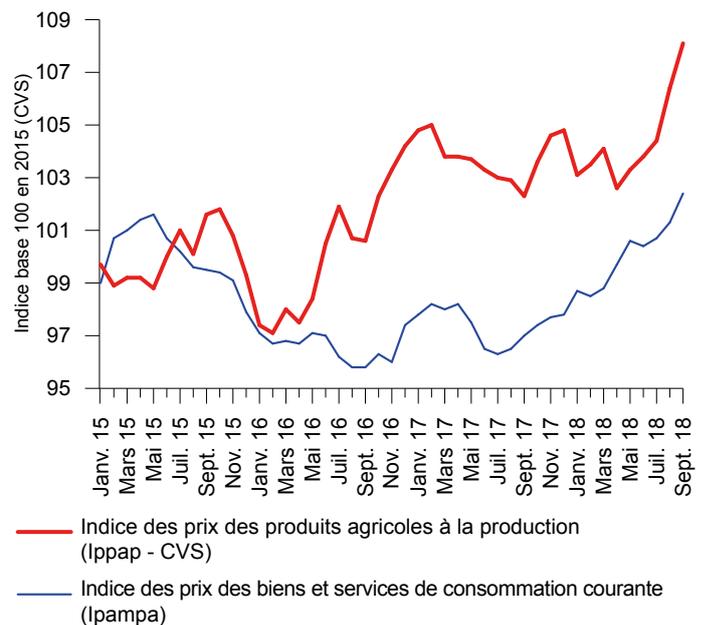
sur l'alimentation des troupeaux et contraint les éleveurs à puiser dans leurs réserves fourragères pour maintenir la production. Le ralentissement affecte la majorité des bassins. Sur les huit premiers mois de 2018, la collecte s'accroît légèrement par rapport à 2017 (*Infos rapides Lait, octobre 2018*). Le ralentissement estival s'inscrit dans un contexte d'offre mondiale également moins soutenue. Face à une demande mondiale de produits laitiers dynamique, les cours augmentent sur un an. L'écart de prix entre le beurre et la poudre de lait écrémé demeure important, malgré une certaine reprise des prix de la poudre au cours des dernières semaines.

En septembre 2018, les prix de l'ensemble des produits agricoles à la production augmentent par rapport au mois précédent (+ 1,6 %) pour le cinquième mois consécutif, sous l'effet de la hausse des cours des grandes cultures, des vins, des fruits et légumes. Sur un an, l'augmentation est plus prononcée (+ 6 %). Parallèlement, l'accroissement des prix d'achat des intrants amorcé début 2018 se poursuit d'un mois sur l'autre (+ 1 % en septembre). Il s'explique par les coûts plus élevés de l'énergie, des aliments pour animaux et des engrais-amendements. Sur un an, le renchérissement des intrants est aussi plus marqué (+ 5,5 %). Sur l'ensemble de la campagne 2017-2018, les livraisons d'engrais s'accroissent de même que celles des aliments composés.

Pour le deuxième trimestre consécutif, l'activité des IAA (hors tabac) progresse légèrement en volume au 2^e trimestre 2018 grâce aux boissons, tout en se contractant sur un an. Depuis la mi-2016, la production demeure inférieure à celle de l'année précédente. La croissance du chiffre d'affaires du secteur ralentit ainsi, dans un contexte de prix étales. Après un bref repli au 1^{er} trimestre 2018, l'excédent commercial est stable en valeur sur un an au 2^e trimestre 2018, la bonne tenue des boissons (malgré une dégradation des volumes)

ayant compensé la détérioration du déficit des produits alimentaires (*Au 2^e trimestre 2018, nouveau recul de la production en volume des IAA sur un an, n° 2018/332, IAA octobre 2018*). En juillet et août, l'excédent des échanges de produits transformés s'accroît sur un an, tandis que celui des produits agricoles bruts se réduit en août sous l'effet de la dégradation des échanges d'oléoprotéagineux, malgré le dynamisme des ventes de céréales. Au total, l'excédent baisse sur un an en août pour la première fois depuis le début de l'année (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, octobre 2018*).

En septembre 2018, la hausse des cours des produits agricoles à la production et des intrants se poursuit



Source : Insee, Agreste



En 2018, une récolte en baisse à la suite d'une météo défavorable mais des prix globalement plus soutenus qu'en 2017

En 2018, la production française de céréales atteindrait 63,5 Mt. Elle diminuerait de 7,3 % sur un an. Hormis l'année 2016, le niveau n'a jamais été aussi bas depuis 2007. Les conditions climatiques ont gêné le développement des cultures en provoquant des baisses de rendement significatives. Le rendement du blé tendre fléchit de 4,7 % tandis que celui du blé dur est plus durement touché, avec une baisse de 10,8 %. La production d'oléagineux est également pénalisée à 6,5 Mt, en repli de 12,7 % sur un an. La récolte mondiale de céréales est attendue en recul pour la deuxième année consécutive, à 2072 Mt. Malgré l'accroissement de la récolte de maïs, elle pâtirait d'une contraction notable de la production de blé tendre. Face à une offre plus faible et une demande soutenue, les prix augmentent globalement dans un contexte de tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine.

Des conditions climatiques globalement défavorables en France qui pèsent sur les récoltes

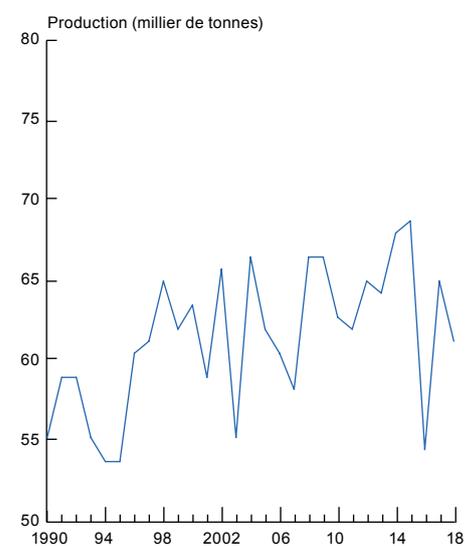
Dans un contexte climatique globalement défavorable au printemps et à l'été 2018, la production de céréales diminuerait de 7,3 % par rapport à l'année dernière et de 5,3 % par rapport à la moyenne 2013-2017 (graphique 1). Elle atteindrait 63,5 millions de tonnes (Mt). Les oléagineux sont encore plus touchés (- 12,7 %) mais la récolte 2018 succède à une année 2017 exceptionnelle pour le tournesol.

Dès les deux premiers mois de l'année, les températures très élevées et les précipitations abondantes en janvier, suivies d'un mois de février très froid et d'un mois de mars extrêmement pluvieux, ont perturbé le développement

des plantes. Le rendement de ces cultures a toutefois été moins affecté par ces conditions sur les parcelles semées tardivement, évitant de ce fait les excès de pluviométrie. Le rendement des orges de printemps est ainsi en hausse par rapport à 2017 alors que celui des orges d'hiver recule. Le deuxième trimestre a été le second trimestre le plus chaud depuis le début du 21^e siècle derrière 2003, avec de fortes précipitations en mai et un mois de juin plus contrasté. Les mois d'été ont été chauds avec une intensité particulière sur la période de fin juillet à début août qui a nettement perturbé la fin de cycle des cultures de printemps et d'été. Les productions et les rendements ont toutefois été hétérogènes au sein d'une même région. Le tournesol a mieux résisté sur les sols profonds que sur les sols superficiels.

Graphique 1

En 2018, baisse de la production de céréales



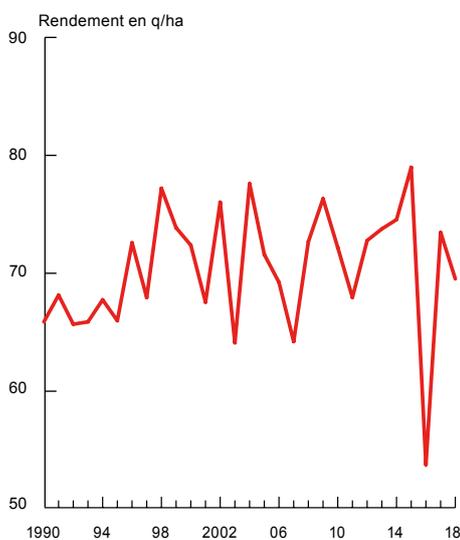
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle 1990-2017
Conjoncture 2018

Blé tendre : une production en recul mais d'excellente qualité

La production de blé tendre s'établirait à 34,6 Mt, inférieure de 5,5 % à 2017 et de 3,7 % à la récolte moyenne 2013-2017. Alors que les surfaces sont en légère baisse sur un an (- 41 000 hectares, soit - 0,8 %), le rendement moyen fléchit de 4,7 % à 70,2 q/ha au niveau national (*graphique 2*). Les conditions climatiques, en particulier la chaleur en fin de cycle, ont réduit les rendements mais ont accru la précocité des récoltes d'une à trois semaines par rapport aux dates habituelles dans les régions. Les baisses les plus importantes sont recensées dans l'Ouest de la France. Les hausses de rendement constatées dans le Nord-Est ne sont qu'un rattrapage partiel après une année 2017 très difficile (*carte 1*).

Graphique 2

Baisse des rendements en blé tendre en 2018



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle 1990-2017 Conjoncture 2018

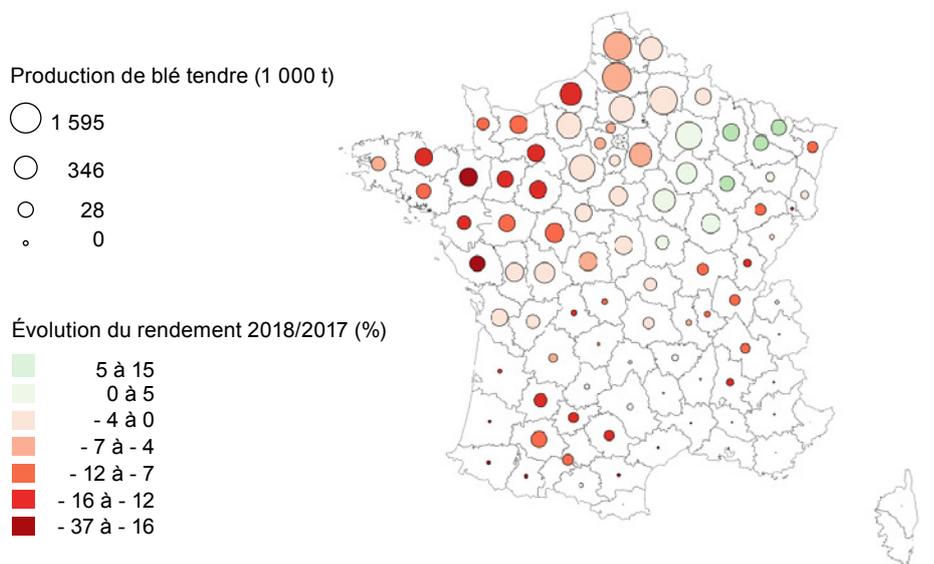
Si les quantités sont en recul, la qualité du blé en 2018 est en revanche très satisfaisante. Selon l'enquête qualité réalisée par FranceAgriMer/Arvalis, le taux de protéine est excellent, à 12 % (11,6 % en moyenne sur la période 2013-2017). Conséquence de la sécheresse, la teneur en eau est historiquement basse à 12,5 %. Quant au temps de chute de Hagberg qui traduit l'aptitude à la fermentation, il est très supérieur à la moyenne sur

cinq ans. Enfin, le poids spécifique (PS), critère important des cahiers des charges internationaux à l'exportation, est de 77,8 kg/hl en moyenne contre 76,7 kg/hl sur la période 2013-2017. La combinaison de ces critères de qualité permet de classer les blés en différentes catégories de l'Access au Premium selon la grille de l'interprofession Intercéréales. La part de la catégorie supérieure de blé Premium représente 50 % du total en 2018, après 17 % en moyenne sur la période 2013-2017.

Selon FranceAgriMer, les stocks de fin de campagne 2018-2019 reculeraient pour la deuxième année consécutive. Les échanges seraient dynamiques avec les pays tiers mais fléchiraient vers l'Union européenne. Au total, en 2018-2019 les exportations atteindraient 16,7 Mt dont 7,9 Mt vers l'UE et 8,8 Mt vers les pays tiers.

Carte 1

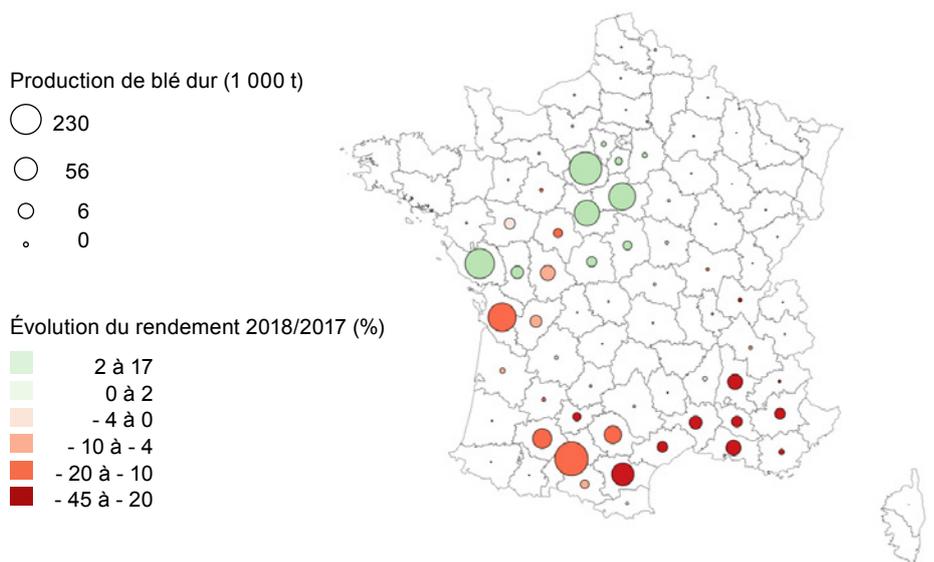
L'Ouest particulièrement pénalisé par la baisse de rendement du blé tendre



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle 2017 / Conjoncture 2018

Carte 2

En blé dur, année catastrophique dans le Sud



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle 2017 / Conjoncture 2018

Blé dur : récolte catastrophique dans le Sud

En 2018, la production de blé dur reculerait à 1,8 Mt (- 14,5 % sur un an), pénalisée par les baisses de surface (- 4 %) et de rendement moyen (- 10,6 %), ce dernier ayant été limité par les aléas climatiques. Avec 50,3 q/ha, le rendement est inférieur de 4,7 % à la moyenne olympique 2013-2017 (*encadré sources et définitions*). Si les rendements s'accroissent par rapport à l'année 2017 dans les départements du Centre de la France, ceux du Sud sont durement touchés (*carte 2*).

Aux rendements hétérogènes s'ajoutent des disparités de qualité. Le poids spécifique est très faible dans le Sud (inférieur à 74 kg/hl dans le quart Sud-ouest) alors qu'il dépasse les 78 kg/hl dans le Centre-Val de Loire. Le taux moyen de protéines reste toutefois élevé (14,5 % contre 13,6 % en moyenne sur la période 2013-2017). Une partie de la production pourrait être orientée vers l'alimentation animale, la pousse des fourrages étant cette année très affectée par la météo.

Orges : recul des surfaces et de la production

En 2018, la récolte d'orges atteindrait 11,3 Mt, en baisse de 6,5 % par rapport à 2017 et de 2 % par rapport à la moyenne 2013-2017. Le rendement est attendu en hausse de 0,7 q/ha cette année. Son évolution varie toutefois entre les variétés d'hiver et de printemps. L'orge de printemps affiche des rendements en croissance de 3,5 q/ha par rapport à l'année dernière grâce à des semis plus tardifs limitant les effets des aléas climatiques. En revanche, les rendements de l'orge d'hiver, qui représente 73 % de la sole, diminuent de 0,5 q/ha par rapport à 2017. La baisse de production s'explique également par les surfaces en retrait de 5,5 % sur un an. La qualité de la récolte 2018 d'orges est toutefois au rendez-vous.

Selon FranceAgriMer, les stocks de fin de campagne devraient nettement diminuer par rapport à 2017-2018 (- 29 %) grâce au dynamisme des

exportations vers l'Union européenne (+ 2 %) et vers les pays tiers (+ 25 %), particulièrement vers la Chine et l'Arabie saoudite.

Maïs : baisse sensible des rendements en 2018

En 2018, la production de maïs-grain (y compris semences) s'établirait à 12,4 Mt, en baisse de 14,6 % sur un an et de 15,6 % par rapport à la moyenne 2013-2017, les surfaces étant quasiment stables. Les rendements

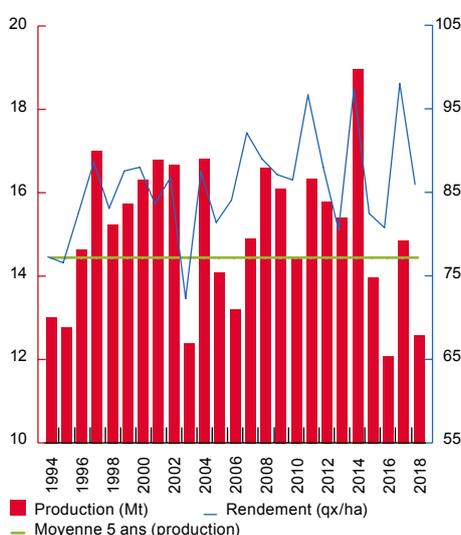
sont nettement orientés à la baisse, à 87,7 q/ha après 101,2 q/ha en 2017 (*graphique 3*). Seule une partie de la Bretagne enregistre quelques hausses (*carte 3*). Les surfaces de maïs grain pourraient être plus faibles compte tenu des possibles transferts en maïs fourrage, pour pallier le déficit de la production d'herbe.

Colza : nette baisse des rendements

En diminution de 10,6 % sur un an, la récolte française de colza atteindrait 4,8 Mt. Des avortements de fleurs et des attaques de maladies et de ravageurs provoqués par les aléas de la météo au printemps ont amputé les rendements (- 20,8 % par rapport à 2017 et - 11,6 % par rapport à la moyenne 2013-2017). L'institut Terres Inovia fait état de parcelles retournées à l'automne du fait des conditions de levée difficiles du colza. Particulièrement marquée dans le Centre-Ouest, la contraction du rendement affecte toutes les régions productrices en raison de la sécheresse estivale (*carte 4*). Pour la prochaine campagne, les baisses de surface pourraient être importantes, les achats de semence s'étant repliés de 25 à 45 % sur la zone Poitou-Charentes/Vendée/Limousin notamment.

Graphique 3

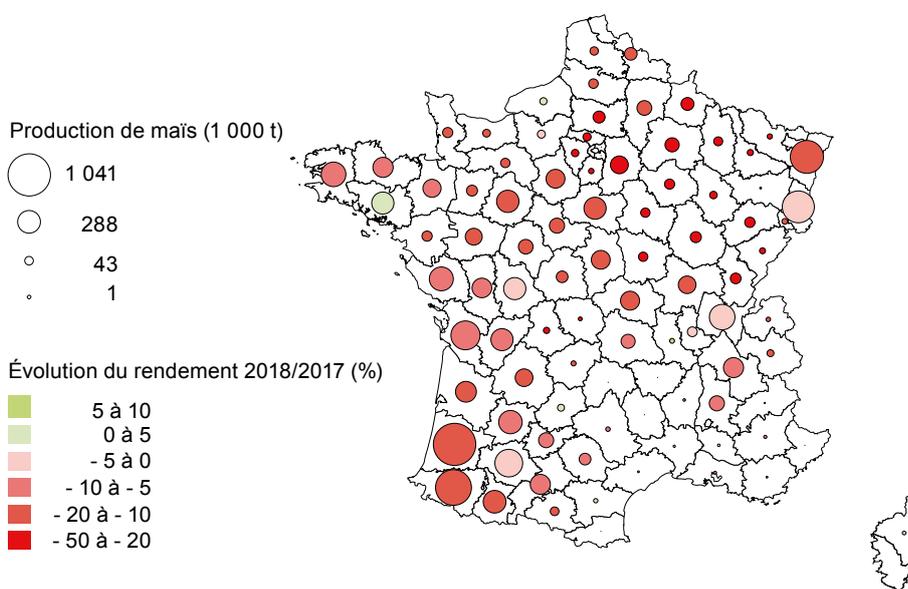
Nette baisse de la production et du rendement en maïs



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle 2013-2017 / Conjoncture 2018

Carte 3

Baisse des rendements en maïs



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle 2017 / Conjoncture 2018

Tournesol : recul après une année 2017 record

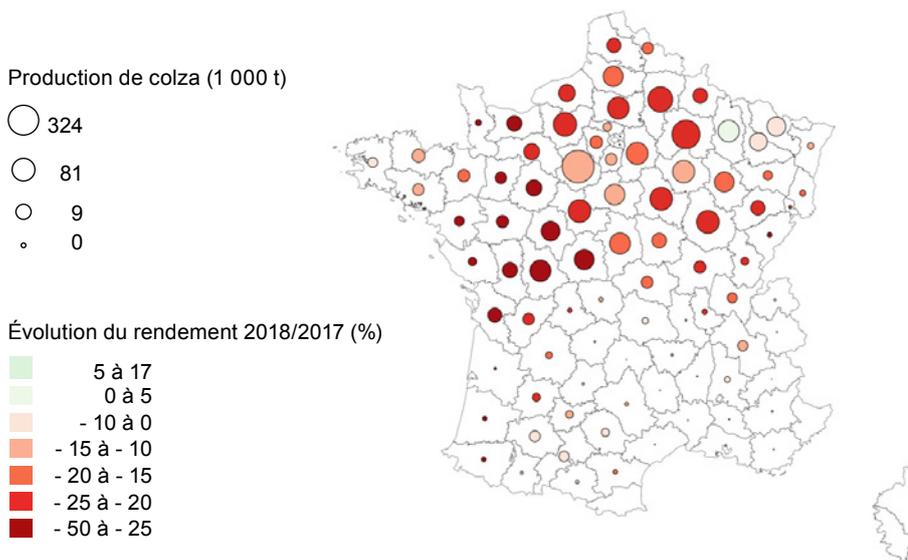
La récolte de tournesol tomberait à 1,2 Mt, en baisse de 22,1 % par rapport à 2017, année au rendement exceptionnel. Elle serait en outre inférieure de 12,6 % à la moyenne 2013-2017. Les surfaces se contractent de 5,8 % et le rendement de 18,5 % sur un an. La récolte a débuté très tôt cette année (dès la mi-août dans le Nord-Est). Les rendements fléchissent dans tous les départements (*carte 5*).

Une production mondiale de céréales en recul

En 2018-2019, la récolte mondiale de céréales s'établirait à 2 072 Mt selon les dernières estimations du CIC (conseil international des céréales) à fin septembre. Elle reculerait de 1,1 % sur un an. C'est la seconde année de repli consécutif depuis le pic de 2016-2017. Si la récolte de maïs est attendue en hausse de 27 Mt par rapport à l'an dernier, celle de blé fléchit de 41 Mt. Dans l'UE, la production se replierait de

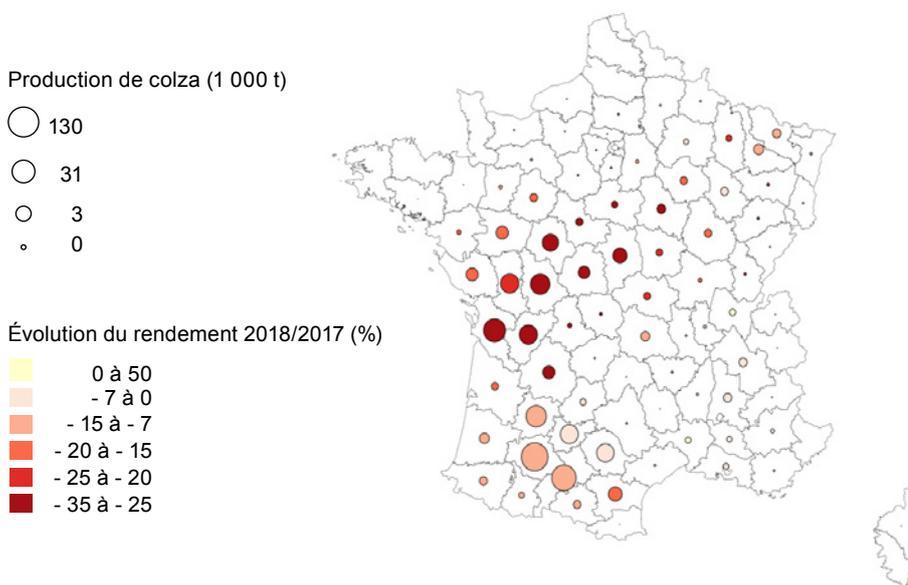
7,4 %, particulièrement en Allemagne touchée par une sécheresse intense avec pour conséquence des rendements très faibles cette année. La production russe serait en net recul, à 104,8 Mt (- 22,7 Mt), de même que les exportations (- 25 %), à 40 Mt. La production de céréales en Ukraine devrait en revanche croître de 3,2 Mt à 64,5 Mt, ce qui lui permettrait de dépasser la Russie à l'exportation (43,8 Mt, + 8,1 % en un an). Au niveau mondial, les États-Unis resteraient le premier producteur (442,3 Mt + 2,3 % en un an) et le premier exportateur (96 Mt, + 4,2% par rapport à la campagne précédente). Avec une consommation en hausse, les stocks mondiaux de céréales de fin de campagne se contracteraient nettement à 544 Mt, contre 608 Mt lors de la précédente campagne.

Carte 4 Recul du colza



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle 2017 / Conjoncture 2018

Carte 5 Les rendements en tournesol en nette baisse



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle 2017 / Conjoncture 2018

Reprise des cours du blé tendre en 2018

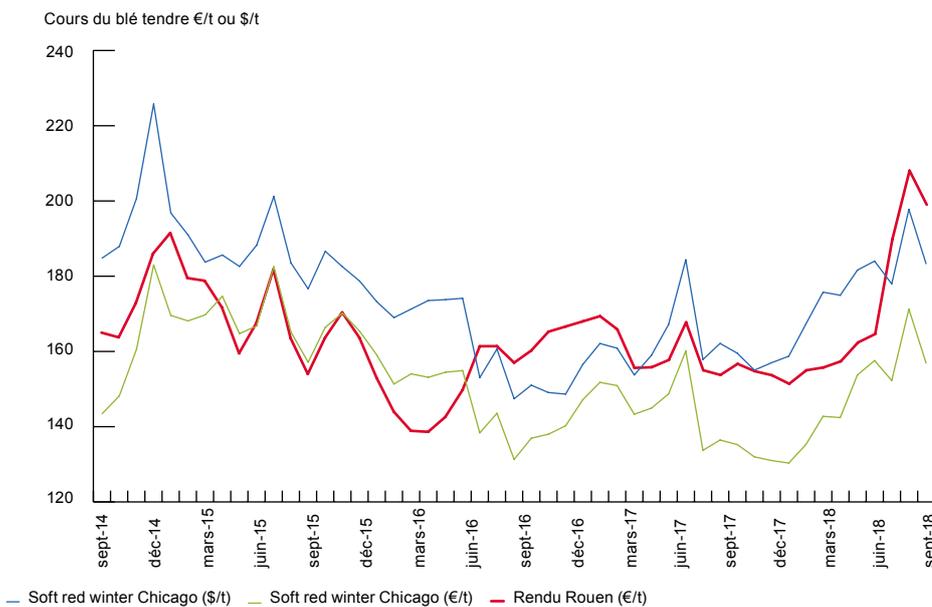
Après plusieurs années de baisse, les cours du blé tendre ont atteint leur plus bas niveau début 2018. La campagne précédente a été caractérisée par des récoltes importantes (en Russie et Ukraine en particulier) et de qualité qui ont pesé sur les prix à l'exportation. La récolte 2018 étant confirmée de mois en mois comme la plus faible depuis 2013/2014, les prix ont commencé à se redresser au premier trimestre sur les marchés mondiaux, entraînant les prix du blé tendre français (*graphique 4*). Au troisième trimestre 2018, le prix du blé tendre rendu Rouen atteint 199 €/t en moyenne, contre 159 €/t en 2017 à la même époque. Un tel niveau de prix n'avait plus été atteint depuis le deuxième trimestre 2013 où le blé tendre rendu Rouen était coté en moyenne 225 €/t.

Les cours du blé dur en baisse

En raison de la mauvaise qualité de la récolte de blé dur dans le Sud de la France, les cours baissent en moyenne sur les trois premiers mois de la campagne : 226 €/t pour le blé dur rendu La Nouvelle contre 243 €/t un an plus tôt (-7,5 %). De façon générale, la récolte est attendue en nette baisse

Graphique 4

Les cours du blé tendre remontent tant en France que sur le marché mondial



Source : La Dépêche, FranceAgriMer

dans l'Union européenne, alors qu'elle s'accroît au Canada, premier producteur mondial. StatCan estime la récolte nationale à 5,71 Mt au 19 septembre, contre 4,96 Mt l'an dernier, ce qui contribue à alimenter la pression à la baisse sur les prix du blé dur, déjà entretenue par une demande mondiale atone.

Les prix des orges portés par la demande mondiale et la faiblesse de l'offre

Le dynamisme de la demande mondiale en orges soutient les prix. La Chine est pour la deuxième année consécutive le premier importateur mondial (+ 10 % sur un an de ses achats), devant l'Arabie saoudite. En 2018/2019, l'Union européenne dépasserait l'Australie comme premier exportateur mondial. Avec une production mondiale au plus bas depuis six ans (- 25 % en Russie), les stocks de fin de campagne sont attendus en recul de 18 %. À l'image du blé tendre, les prix de l'orge de mouture rendu Rouen s'élèvent à 196 € en moyenne au troisième trimestre 2018 contre 144 € un an plus tôt.

Les cours du maïs en progression en 2018

D'après le dernier rapport du ministère américain de l'agriculture de septembre 2018, la récolte mondiale de maïs est estimée en hausse de 35 Mt sur un an, en particulier grâce à des rendements record aux États-Unis (11,2 t/ha) et à une forte progression de la récolte en Ukraine. Les exportations mondiales augmenteraient ainsi que la consommation, ce qui ferait reculer les stocks de fin de campagne d'environ 14 %. Par ailleurs, la demande en biocarburants aux États-Unis est soutenue. Dans ce contexte, les prix sont orientés à la hausse avec 178 €/t en moyenne au troisième trimestre 2018 pour le maïs FOB Bordeaux contre 154 €/t pour le même trimestre de l'an dernier (+ 16 % sur un an).

Un marché mondial des oléagineux tiré par le soja

La production globale d'oléagineux dans le monde atteindrait 603 Mt selon l'USDA, soit 30 Mt de plus que pour la campagne 2017/2018. Le soja, première production oléagineuse mondiale, explique entièrement cet

accroissement. Les stocks de fin de campagne d'oléagineux s'élèveraient à 120 Mt, en hausse de 8 Mt.

La production de colza baisserait légèrement d'après l'USDA (- 2 Mt) tandis que celle de tournesol s'établirait à 50 Mt, en progression de 5 % par rapport à l'année dernière. La production de tourteaux de soja augmente de 12 Mt tandis qu'à l'image des graines, celles de tourteaux de colza et de tournesol restent quasiment stables en 2018/2019. La production d'huile de soja s'accroît de 5 %, tandis que celle des graines de soja augmente d'environ 9 %.

Le soja dans l'incertitude des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis

En 2018-2019, la production mondiale de soja atteindrait un niveau record : 366 Mt selon les estimations du CIC fin septembre, en hausse de 30,7 Mt sur un an (+ 30 Mt selon l'USDA). Les États-Unis demeureraient les premiers producteurs mondiaux devant le Brésil (128 Mt contre 121 Mt). La consommation, quant à elle, progresserait de seulement 23 Mt, d'où une hausse des stocks mondiaux. La Chine, grande importatrice de soja (60 % des échanges mondiaux) ne couvre que 15 % de ses besoins par sa production propre. Dans un contexte de relations commerciales tendues à la suite de l'instauration de taxes américaines à l'importation, les représailles chinoises sous la forme d'une taxation du soja américain génèrent des incertitudes sur ce marché. Le ministère chinois de l'agriculture souhaite diminuer ses importations de soja de 10 Mt par rapport à la campagne précédente. Le pays cherche également à diversifier ses achats en important du soja brésilien et russe tout en s'orientant vers des substituts aux huiles alimentaires et aux tourteaux pour l'alimentation animale. Parallèlement, dans l'UE, les importations de soja en provenance des États-Unis augmentent de 10 % en un an. La part d'importations de soja d'origine américaine passe ainsi de 25 % à 52 % en un an (d'après la Commission européenne). Si cette augmentation reflète les souhaits exprimés par l'État américain dans le cadre des

relations commerciales avec l'UE, elle s'explique principalement par le différentiel de prix. Les prix du soja américain chutent en effet de 14 % sur un an, alors que ceux des autres pays sont en hausse.

Recul du colza européen et record de production et de consommation mondiales en 2018

Selon FranceAgriMer, la production et la consommation mondiales de colza affichent des niveaux record en 2018 : respectivement 75 et 73 Mt. La consommation est soutenue par la trituration. Le stock final est prévu à 6,3 Mt, en diminution de 6 %. Dans l'UE, la production baisse du fait des conditions de cultures très difficiles, passant sous les 19,5 Mt. Le Canada devient ainsi le premier producteur mondial avec environ 22 Mt. Avec 90 % de sa production qui est exportée, le Canada pèse sur les prix des échanges internationaux des graines, des huiles et des tourteaux de colza (graphique 5).

Tournesol : la progression des récoltes pèse sur les cours

Selon l'USDA, la production mondiale de tournesol grimperait à 49,9 Mt en 2018-2019 après 47,3 Mt en 2017-2018

(+ 5,5 %), principalement grâce à une récolte abondante en Ukraine. Ce pays participe pour 30 % à la récolte mondiale. Sur le marché européen, la concurrence est vive avec la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie. Sur les trois premiers mois de campagne 2018-2019, les prix moyens de la graine de tournesol rendu Bordeaux reculent de

5 % par rapport à la même période de la campagne précédente. Les prix sont assez stables depuis septembre 2018, maintenus bas par la récolte précédente abondante en France et tirillés entre la baisse des prix du tournesol en qualité standard et la hausse de la qualité oléique soutenue par la demande.

Graphique 5

Cours des oléagineux : rebond du colza, légère hausse du tournesol, le soja très bas



Source : La Dépêche

Sources

- Les données de la conjoncture grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Selon la période de l'année, elles sont établies à dire d'experts ou à partir des résultats des enquêtes Terres labourables (interrogation de 13 000 exploitants sur les semis et les rendements moyens constatés après récolte).
- Pour les estimations des surfaces, les résultats des enquêtes Terres labourables sont utilisés à partir du mois de février. Concernant les semis d'hiver, les superficies de l'année N incluent les semis d'hiver de la fin de l'année N-1.
- Pour les estimations de rendements, les résultats des enquêtes sont intégrés à partir de septembre ou octobre pour les cultures récoltées en été (selon le calendrier des moissons en région). Pour les cultures récoltées à l'automne, les rendements sont estimés à dire d'experts jusqu'à la fin de l'année en cours, les résultats des enquêtes ne pouvant être intégrés qu'au début de l'année suivante.
- Les données européennes de production proviennent de l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu, du bulletin MARS édité par la Commission européenne : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>, ou de la Commission européenne/DG-Agri
- Les cotations mondiales (hors Chicago) ainsi que les bilans français provisoires et prévisionnels sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm
- Les données de production sur le Canada proviennent de l'institut canadien de statistiques Statcan : <http://www.statcan.gc.ca/>
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La dépêche / Le petit meunier.

Définitions

- **Le temps de chute de Hagberg** : un temps suffisamment long traduit l'intégrité de l'amidon et l'aptitude à la fermentation. Un temps court traduit la transformation de l'amidon en sucres à la suite du début de la germination du grain. Si le temps de chute de Hagberg est trop faible, la levée de la pâte ne s'effectue pas correctement et elle colle au pétrin.
- **Le taux de protéines** : un taux de protéine suffisamment élevé permet la tenue du pain à la fermentation. C'est également le critère déterminant pour l'alimentation animale. Un taux de protéine élevé favorise la croissance des animaux.
- **Le PS (poids spécifique)** correspond à la masse des grains de blé contenu dans 100 hectolitres. Plus le PS est élevé, plus les coûts de transport et de stockage des récoltes sont faibles. Lorsque le grain se remplit, en fin de croissance du blé, entre le stade « grain laiteux » et la récolte, un cumul de pluie trop important fait descendre le PS des grains de blés. Un seuil minimal est souvent un des critères retenus dans les cahiers des charges des contrats internationaux.
- La moyenne olympique est calculée comme la moyenne sur les cinq années précédentes, en supprimant la valeur la plus élevée ainsi que celle la plus basse.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Statistique Agricole Annuelle » pour les séries chiffrées de surfaces, rendements, productions
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les récoltes 2018 en recul pour toutes les cultures », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 8/10, octobre 2018
- « Les récoltes 2018 seront en net recul pour la quasi-totalité des grandes cultures, en particulier pour les cultures d'été (maïs, tournesol, betteraves) », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 7/10, septembre 2018
- « Une récolte de blé tendre revue à la baisse à 35,1 Mt, une chute de la production de blé dur dans le sud et des rendements des cultures d'été (maïs, tournesol, soja) pénalisés par la météo », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 6/10, août 2018
- « En 2016, une récolte céréalière française historiquement faible conjuguée à des prix déprimés », Synthèses Céréales et Oléagineux n° 2016/294, octobre 2016



En 2018, une évolution contrastée des chiffres d'affaires à la production des fruits d'été, dans un contexte de baisse des récoltes et de remontée des cours

En 2018, pénalisée par les intempéries, la faiblesse de l'offre française et européenne de fruits d'été favorise la hausse des cours à la production. La pêche française notamment bénéficie de cours particulièrement fermes, conséquence d'une production réduite mais aussi d'une consommation soutenue à la faveur de températures estivales élevées. La campagne de la cerise pâtit d'une forte diminution de la production. Le chiffre d'affaires national s'accroît pour la pêche-nectarine, reste à un niveau bas pour l'abricot alors qu'il chute pour la cerise.

En 2018, des récoltes limitées de fruits d'été dans l'Union européenne

En 2018, les récoltes se contracteraient sur un an dans l'UE, à l'exception de la Grèce et de l'Espagne pour l'abricot.

Selon le MEDFEL (salon international d'affaires de la filière fruits et légumes de l'EuroMéditerranée), la production européenne d'abricots reculerait en 2018 de près d'un cinquième par rapport à celle de 2017, historiquement élevée. Elle se rapprocherait toutefois du niveau moyen des cinq dernières années (*tableau 1*). La production italienne, première en Europe, chuterait de 37 % sur un an et de 11 % par rapport à la moyenne 2012-2016. La production espagnole se redresserait, quant à elle, de 9 % sur un an et de 38 % par rapport à

la moyenne sur cinq ans après une campagne 2017 affectée par la pluie et le gel. Les nouvelles plantations arrivant en production dans ce pays expliquent l'essentiel de l'augmentation par rapport à la moyenne.

La récolte européenne de pêches et nectarines se contracterait également (- 12 % par rapport à 2017 et - 5 % comparée à la moyenne 2012-2016)

(*tableau 2*). La succession de vagues de froid, de gelées et de précipitations en Europe au moment de la floraison, a affecté les volumes de production. Les deux plus importantes récoltes dans l'UE (Espagne et Italie) se replient nettement sur un an, respectivement - 14 et - 16 %. Seule la production grecque serait dynamique, atteignant même un pic.

Tableau 1

En 2018, la production européenne d'abricots est dans la moyenne

Abricot	2018	2017	2018/2017	Moyenne 2012-2016	2018/Moyenne 2012-2016
	(millier de tonnes)		(%)	(millier de tonnes)	(%)
Italie	190	302	- 37	214	- 11
France*	112	159	- 30	151	- 26
Espagne	143	131	9	103	38
Grèce	77	55	41	49	56
Union européenne	522	647	- 19	517	1

* Estimation du SSP à partir de la moyenne 2012-2016.
Source : MEDFEL (moyenne cinq ans 2012-2016)

Tableau 2

En 2018, des récoltes européennes de pêches affectées par les intempéries

Pêche-nectarine (hors pavie)	2018	2017	2018/2017	Moyenne 2012-2016	2018/Moyenne 2012-2016
	(millier de tonnes)		(%)	(millier de tonnes)	(%)
Italie	1 077	1 276	- 16	1 355	- 21
Espagne	1 205	1 402	- 14	1 116	8
Grèce	360	300	20	272	32
France*	181	221	- 18	228	- 21
Union européenne	2 823	3 199	- 12	2 971	- 5

* Estimation du SSP à partir de la moyenne 2012-2016.

Source : MEDFEL (moyenne cinq ans 2012-2016)

Selon Infopruit, la récolte de cerises dans les pays producteurs européens autres que la France serait limitée pour les variétés précoces (Italie et Espagne) et en hausse sur un an pour les autres (Turquie et surtout Allemagne, où la production double sur un an).

Des productions françaises de fruits d'été pénalisées par les intempéries

En 2018, la production française de fruits d'été chute sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

La récolte d'abricots recule fortement sur un an (- 30 %) pour s'établir 24 % au-dessous de la moyenne 2013-2017 dans un contexte de stabilité des surfaces des vergers sur un an. En Vallée du Rhône, la baisse de production est particulièrement importante (- 43 % sur un an et - 38 % par rapport au niveau moyen). La production de ce bassin a été affectée par des intempéries (gelées au printemps puis orages répétés) et une alternance (succession de forte puis faible production), après la forte récolte en 2017. Un retard de la production nationale est relevé en début de saison. Début juillet, seulement deux tiers de la production annuelle en abricots étaient récoltés contre les trois quarts à la même époque de 2017.

Sur fond de déclin des superficies, la récolte française des vergers de pêches recule de 18 % sur un an et de 17 % par rapport à la moyenne 2013-2017. Cette baisse affecte de façon comparable toutes les

régions productrices. Des gelées au printemps, puis la grêle et la canicule en été, ont réduit la production.

Caractérisée par un démarrage tardif, la récolte française de cerises recule de 30 % par rapport à 2017 et à la moyenne sur cinq ans. Elle figure parmi les productions les plus faibles des dix dernières années, dans un contexte de stabilité des surfaces des vergers sur un an et de léger recul par rapport à la moyenne 2013-2017 (- 2 %). Malgré une charge initiale des arbres importante suite à une floraison abondante, la récolte méridionale a été amputée par des conditions climatiques humides particulièrement défavorables. À cela s'ajoutent les dégâts provoqués par la mouche drosophile, essentiellement en vallée de la Garonne et en Provence. La fragilité des fruits a conduit à un arrêt des récoltes par les producteurs et ainsi à une chute de la production. La région Paca enregistre une nouvelle baisse de production (- 39 % en dessous de la moyenne 2013-2017).

Des cours plus élevés qu'en 2017 pour les fruits d'été

En 2018, les cours à la production des fruits d'été, mesurés par l'indice des prix agricoles à la production (Ippap), sont fermes par rapport à ceux de 2017.

Sur la campagne 2018 (juin à août), les prix à la production de l'abricot sont supérieurs de 43 % à ceux de 2017 et de 5 % à la moyenne 2013-2017. En début de campagne, la commercialisation de l'abricot est difficile en raison d'un climat pluvieux peu propice à la demande et à la qualité des fruits. En juin, les cours

dépassent nettement ceux de 2017 (+ 47 %) en raison d'une offre réduite, mais juste au niveau des cours moyens 2013-2017. En deuxième partie de campagne, avec l'arrivée des variétés tardives et d'un climat plus sec, la qualité des abricots s'améliore. Sur la campagne, les importations, provenant essentiellement d'Espagne, s'accroissent de 23 % sur un an, notamment en juillet où elles doublent par rapport à la moyenne 2013-2017. Les exportations reculent d'un tiers par rapport à 2016, année comparable en terme de production. En 2018, sur l'ensemble de la campagne, l'excédent des échanges a été divisé par quatre en volume, comparé à 2017 et à la moyenne 2013-2017, passant de 40 000 tonnes à 10 000 tonnes.

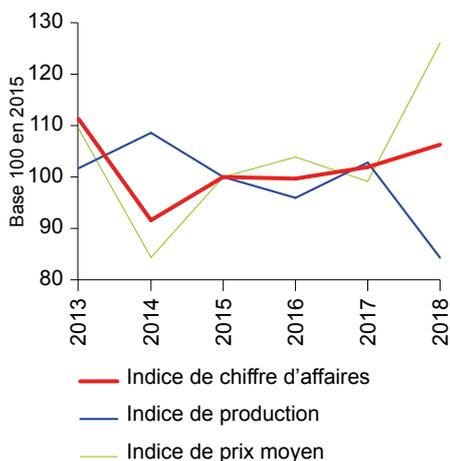
Les cours de la pêche-nectarine sont très soutenus (+ 27 % par rapport à 2017 et à la moyenne 2013-2017 sur la période de juin à septembre). Sur la plus grande partie de la campagne, ils bénéficient d'une offre bien inférieure à la demande stimulée par un été caniculaire, le deuxième le plus chaud depuis 1900. Les importations en provenance d'Espagne, en diminution sur un an et par rapport à la moyenne sur cinq ans, sont limitées par la faiblesse de la production dans ce pays. Parallèlement, de mai à août 2018, les exportations françaises reculent par rapport à 2017 (- 41 %) et à la moyenne 2013-2017 (- 42 %). Le solde des échanges, au fil des ans de plus en plus déficitaire, se maintient sur un an mais se creuse de 16 % par rapport à la moyenne 2013-2017.

Sur l'ensemble de la campagne 2018 (mai à juillet), les prix à la production de la cerise augmentent légèrement par rapport à ceux de la campagne précédente et à la moyenne 2013-2017 (+ 2 %). Les vagues orageuses ininterrompues de juin ont fragilisé la tenue des fruits, entraînant de nombreux tris ainsi que de la mévente. Ce n'est qu'en toute fin de campagne que la demande s'est installée, à la faveur d'une amélioration de la qualité du fruit avec les variétés les plus tardives, mais sur des volumes minoritaires au regard de l'ensemble de la campagne.

En 2018, hausse du chiffre d'affaires de la pêche, chute de celui de la cerise

En 2018, le chiffre d'affaires à la production de la pêche progresse, au niveau national, de 4 % sur un an et de 5 % comparé à la moyenne 2013-2017 grâce à des cours élevés (*graphique 1*). Ramené à l'hectare, il s'établit 15 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes, atteignant + 20 % en Vallée du Rhône et en Paca.

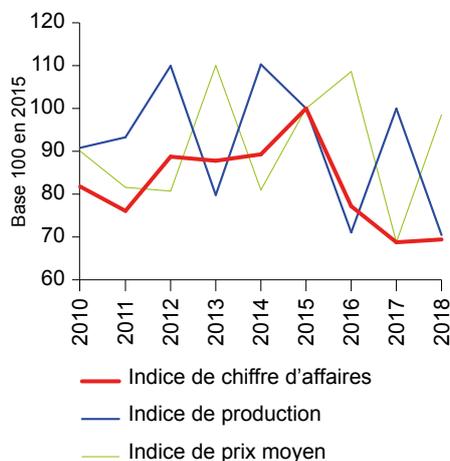
Graphique 1
En 2018, le chiffre d'affaires de la pêche progresse



Source : Agreste

Le chiffre d'affaires de l'abricot est stable sur un an au niveau national, tout en se situant nettement en dessous de la moyenne 2013-2017. Pour la deuxième année consécutive, il se maintient à un niveau historiquement bas (*graphique 2*). Cette tendance nationale masque cependant des disparités importantes entre régions. En Vallée du Rhône, le chiffre d'affaires décroche de 16 % sur un an et de 34 % par rapport à la moyenne 2013-2017, conséquence de la forte baisse de la production. Il progresse de 13 % sur un an en PACA et plus encore en Languedoc et

Graphique 2
Le chiffre d'affaires de l'abricot se maintient à un niveau historiquement bas

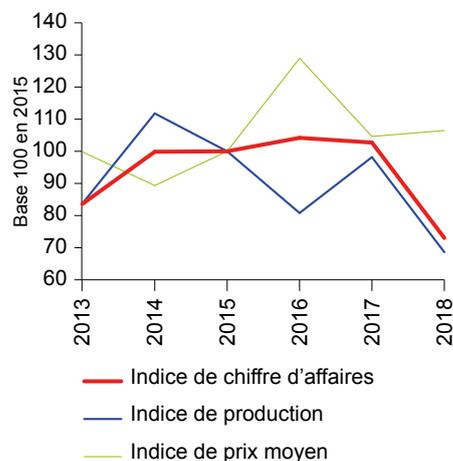


Source : Agreste

Roussillon (+ 29 %), grâce à la hausse des prix à la production.

Au niveau national, le chiffre d'affaires 2018 de la cerise chute de 29 % sur un an et de 26 % comparé à la moyenne 2013-2017, la forte baisse de la production n'ayant été que partiellement compensée par la hausse des prix (*graphique 3*). Dans tous les bassins de production, le chiffre d'affaires est également estimé en retrait sur un an.

Graphique 3
La baisse de la production pèse sur le chiffre d'affaire de la cerise



Source : Agreste

Sources et définitions

Sources

- MEDFEL : salon international de la filière fruits et légumes de l'EuroMéditerranée, qui se tient chaque année début mai et qui diffuse notamment les prévisions de production de pêches et d'abricots des principaux pays européens (www.medfel.com)
- Infofruit : société spécialisée dans la veille économique de la filière fruits et légumes
- Enquête de conjoncture fruitière, Agreste, SSP : prévisions de productions et surfaces
- Statistique agricole annuelle, Agreste, SSP : données historiques de production et de surface
- DGDDI : données du commerce extérieur

Définitions

- Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production qui mesure mensuellement l'évolution des cours français à la production. Cet indice permet d'agréger les prix moyens mensuels de différentes variétés.
- Le chiffre d'affaires est mesuré par l'indice de chiffre d'affaires. Il est élaboré par bassin ainsi qu'au niveau national à partir des chiffres d'affaires mensuels du premier mois de campagne jusqu'au dernier, à partir de l'Ippap et des calendriers de production SSP. La production utilisée dans le calcul de la présente publication est estimée au dernier mois de suivi de la conjoncture de chaque fruit : au 1^{er} juillet pour la cerise, au 1^{er} août pour l'abricot et au 1^{er} septembre pour la pêche. L'indice de chiffre d'affaires est une moyenne ne reflétant pas toujours les situations locales.
- Disponible : production + importations – exportations

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Au 1^{er} septembre 2018, offre de pêche déficitaire et chiffre d'affaires national en hausse », Infos rapides Fruits-Pêche n° 2018-129, septembre 2018
- « Au 1^{er} août 2018, recul de la production d'abricots », Infos rapides Fruits-Abricot n° 2018-115, août 2018
- « Au 1^{er} juillet 2018, chute de la production et du chiffre d'affaires 2018 de la cerise », Infos rapides Fruits-Cerise n° 2018-100, juillet 2018



En 2018, des récoltes de légumes d'été en repli et des prix à la production plutôt en hausse

Pour la campagne 2018, à l'exception de la fraise, les récoltes de légumes d'été ont été inférieures aux volumes abondants de 2017 et à la moyenne des cinq dernières années. Le repli s'explique principalement par le manque de luminosité et une pluviométrie trop importante au printemps ainsi que par la canicule estivale. Cependant, la diminution des surfaces (courgette, concombre, melon) ainsi que la baisse des tonnages induite par une orientation vers les petits calibres (tomate) contribuent également au recul des productions. Malgré des prix à la production en hausse pour la plupart des légumes, à l'exception des tomates, les chiffres d'affaires nationaux se sont contractés pour les courgettes, le melon, la tomate et la chicorée. Ils se sont améliorés pour les fraises et surtout le concombre et la laitue. Le déficit des échanges s'est creusé sur un an pour la majorité des légumes d'été, à l'exception de celui de la fraise, du melon et de la chicorée.

Définition des légumes d'été

Les légumes d'été correspondent aux productions de frais, pour lesquelles la majeure partie des volumes sont récoltés au printemps et en été. Le concombre, la courgette, le melon, la tomate, la fraise, la chicorée et les laitues sont concernés. Ces deux dernières sont également cultivées en période hivernale. La distinction entre leurs périodes de production est possible car les assolements sont traditionnellement remaniés entre la fin de l'été et le début de l'automne.

Concombre : une campagne marquée par la réduction de la production et la hausse des cours

Avec 128 420 tonnes, la production de concombres sur la campagne 2018 (janvier - novembre) baisserait de 4 % sur un an dans un contexte de réduction des surfaces (553 ha). Ce légume d'été serait malgré tout le seul à enregistrer une production supérieure à la moyenne des cinq dernières campagnes (+ 2 %). Le concombre est cultivé sous serre à 89 % dont les trois quarts en serres chauffées. Compte tenu du coût de l'énergie, les rotations en serres chauffées ont été moins

nombreuses dans le Sud-Est que pour les précédentes campagnes. À la diminution des surfaces s'est ajouté le manque de luminosité et d'ensoleillement sur les premiers mois de la campagne. Les vagues de chaleur estivales sur l'ensemble des bassins ont ensuite accéléré le développement des plants tout en les fragilisant. La pression sanitaire a été particulièrement élevée dans le Sud-Est.

En mars 2018, alors que les apports augmentaient traditionnellement dans tous les bassins de production, sans décollage concomitant de la consommation, les cours à la

production se sont infléchis à la baisse pour se situer en dessous des cours moyens 2013-2017. Par la suite, l'arrivée d'une météo clémente a dynamisé la demande face à une offre moins abondante qu'en 2017. Profitant par ailleurs du retard végétatif des autres légumes d'été, les prix se sont envolés en mai avant de s'infléchir à la baisse avec l'augmentation des apports, pour se rapprocher de la moyenne 2013-2017. En août, en raison d'une

offre plus restreinte, parfois fragilisée par les coups de chaud, et d'une demande bien présente pour les légumes à forte teneur en eau, les prix ont nettement gagné en fermeté. *A contrario* en août 2017, les cours s'étaient effondrés sous les excédents. En septembre 2018, les prix se sont repliés avec la concurrence du concombre espagnol tout en demeurant au-dessus de la moyenne 2013-2017.

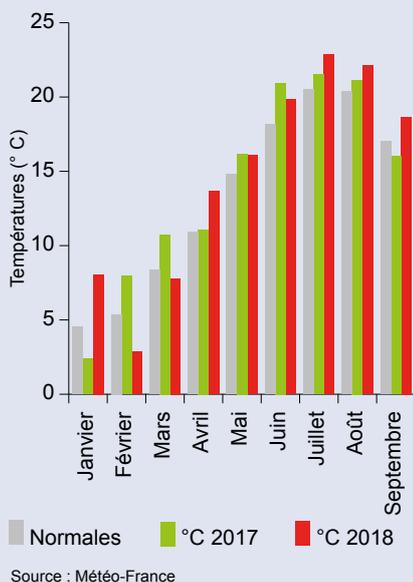
En cumul de février à août 2018, les importations (40 200 tonnes) se sont contractées de 7 % sur un an. Les importations espagnoles et hollandaises ont cependant été très présentes, augmentant même sur un an (+ 3 %). Portant sur des volumes plus limités (4 200 t), les exportations ont, elles, chuté de 57 % sur la même période, en lien avec la réduction de la récolte. En conséquence, le déficit des échanges s'est accru de 8 % sur un an et de 3 % par rapport à la moyenne 2013-2017.

Une météo 2018 retardant les premiers arrivages et fragilisant les récoltes en été

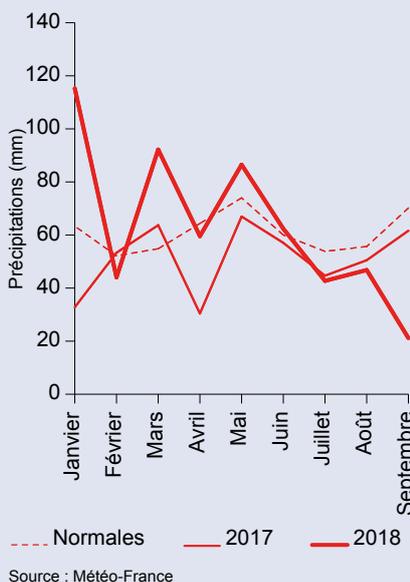
Après une campagne 2017 caractérisée par la précocité des récoltes, la campagne 2018 a été desservie jusqu'en mai par des températures souvent trop faibles au printemps pour les mises en culture et par un manque d'ensoleillement et de luminosité peu propice à la maturation des légumes d'été (graphique 1). Les conditions pluvieuses et orageuses ont par ailleurs entraîné des pertes sensibles, notamment dans le Sud-Est et renforcé la pression sanitaire (graphique 2). L'arrivée de fortes chaleurs à partir de juin a accéléré le développement

végétatif, permettant un certain rattrapage de production. Les pics de production, souvent plus tardifs qu'en 2017, ont été supérieurs à ceux de la campagne précédente, générant des excédents pour certains légumes (melon, tomate). Les salades d'été ont souffert de stress hydrique et les rendements ont sensiblement diminué. Après les récoltes abondantes de 2017, seules les récoltes de fraises, qui ont bénéficié d'une augmentation sur un an. Les conditions médiocres du printemps ont malgré tout entamé leur potentiel de production.

Graphique 1
Températures contrastées au printemps et été chaud

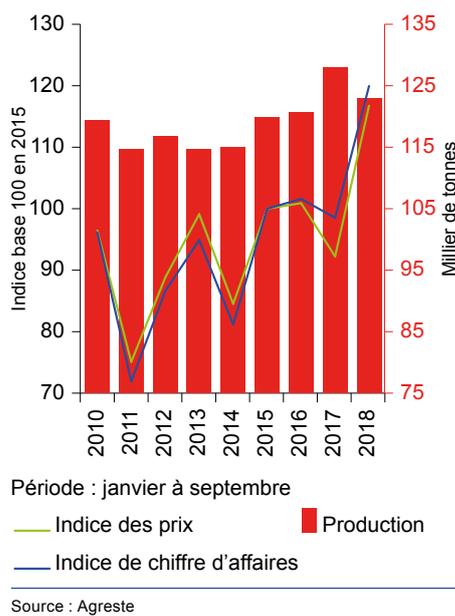


Graphique 2
Excès d'eau au printemps et sécheresse en été



Sur la période de janvier à septembre, le chiffre d'affaires du concombre progresserait de 23 % sur un an et de 26 % par rapport à la moyenne 2013-2017, la hausse des prix ayant compensé la baisse de la production (graphique 3).

Graphique 3
Concombre : un chiffre d'affaires en hausse en 2018 grâce à des prix soutenus



Courgette : nouvelle baisse des productions et léger accroissement des prix

Sur la campagne 2018 (avril à novembre), la production de courgettes destinée au frais (98 000 tonnes) diminuerait de 13 % sur un an, et de 8 % par rapport à la moyenne 2013-2017 en lien avec une nouvelle contraction des surfaces

sous serre (387 ha) et de plein air (2 556 ha). Le bassin Sud-Est serait particulièrement touché, notamment en Paca, avec la cessation d'activité de nombreux petits producteurs et les difficultés à recruter une main-d'œuvre régulière pour assurer les contraintes de suivi journalier des calibres de la courgette. La campagne a également souffert des conditions météorologiques maussades du printemps, à l'origine de pertes et retardant le développement des premiers plants dans le Sud-Est. La forte hausse des températures à partir de juin a accéléré le développement végétatif dans tous les bassins. La chaleur et les pluies en excès ont toutefois provoqué de nouvelles pertes en Paca. Jusqu'en mai, les volumes récoltés au niveau national ont été inférieurs à ceux de 2017 et à la moyenne 2013-2017. En juin, au plus haut de la récolte dans le Sud-Est, les volumes sont restés sous la moyenne 2013-2017. Le pic de production national atteint en juillet a été en revanche légèrement supérieur à celui de 2017 et au niveau moyen 2013-2017.

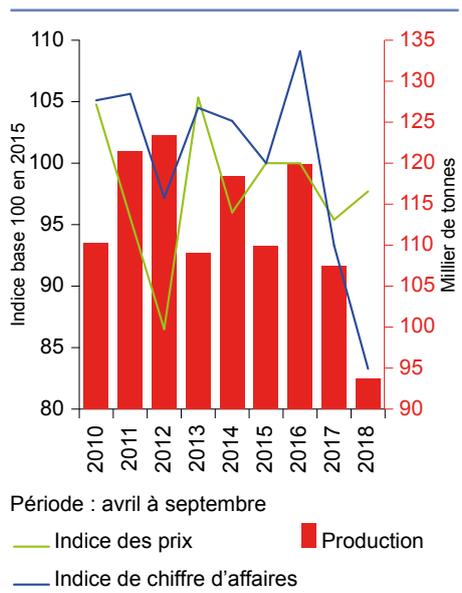
Les cours à la production, traditionnellement fermes en début de campagne, ont nettement progressé entre avril et mai avec la réduction des mises en marché. De juin à juillet, ils se sont ensuite tassés, comme tous les ans à cette période, avec l'arrivée de volumes de saison. En juillet 2018, ils étaient équivalents à ceux de juillet 2017 mais inférieurs à la moyenne 2013-2017, pour des volumes en forte croissance au cours de ce mois. Les prix se sont ensuite nettement redressés en août avec la réduction saisonnière de l'offre pour se situer très au-dessus des prix d'août 2017. Mais le maintien de stocks lourds et la concurrence espagnole ont déséquilibré le marché à la mi-septembre, faisant nettement pression à la baisse sur les cours en raison d'une demande insuffisante pour absorber l'offre. La courgette a été déclarée en crise conjoncturelle à la fin de ce mois par le Réseau des nouvelles des marchés (RNM).

En données cumulées d'avril à août 2018, les importations de

courgettes (44 000 tonnes) ont très légèrement augmenté (+ 1 % sur un an). Les importations espagnoles qui représentent plus des 4/5 des importations à cette période, ont néanmoins progressé de 5 %. Parallèlement, les exportations ont diminué de 37 % (3 500 tonnes). Le déficit des échanges s'est ainsi accru de 6 % sur un an et de 5 % par rapport à la moyenne 2013-2017.

Avec un net repli de la production et malgré des prix globalement en légère croissance en moyenne sur un an, le chiffre d'affaires de la courgette destinée au marché du frais a diminué de 11 % par rapport à 2017 sur la période d'avril à septembre et de 18 % par rapport au chiffre d'affaires moyen 2013-2017 (*graphique 4*).

Graphique 4
Courgette : le repli de la production en frais a pesé sur le chiffre d'affaires



Melon : une production moins abondante que celle de 2017 et des cours fragilisés par les excédents estivaux

Pour la campagne 2018 (mai à octobre) du melon, la production (244 570 tonnes) diminuerait de 12 % par rapport à 2017, année de récolte abondante, et de 6 % par rapport à la moyenne 2013-2017. Les surfaces en plein air, mode de culture dominant,

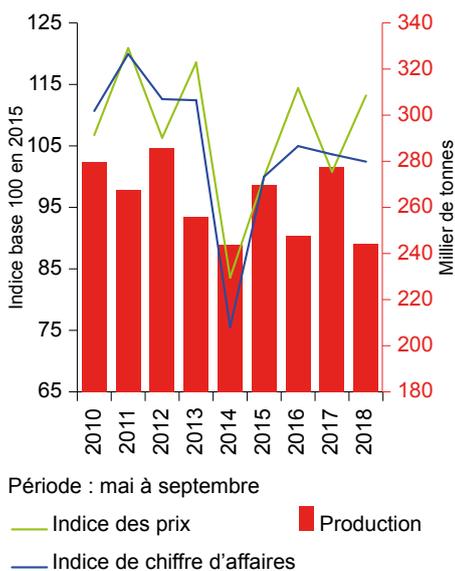
se sont repliées de 6 % (12 800 ha). Les récoltes ont également pâti d'un déficit de luminosité au printemps et d'un excès de pluviosité perturbant l'implantation et l'enracinement dans les cultures de plein champ. Les pluies excessives ont entraîné des pertes dans le Sud-Est avec le développement du mildiou. Dans le Sud-Ouest et une partie du bassin Centre-Ouest, la situation des cultures a été très hétérogène mais certaines parcelles ont souffert d'un retard de plantation et d'une dégradation de l'état sanitaire. La forte hausse des températures estivales a par la suite accéléré la maturation des fruits. Contrairement au printemps, les volumes récoltés à l'été 2018 ont été supérieurs à ceux de la moyenne 2013-2017. Le pic de production national, plus tardif qu'en 2017, a été atteint après la mi-juillet.

En début de campagne, la demande n'a pas été pas au rendez-vous pour ce produit très météo-sensible, limitant du coup les importations de melons marocains et espagnols. Pour autant, les cours à la production sont restés assez fermes, au-dessus des prix moyens 2013-2017. Avec la forte accélération de la maturation des fruits en été, l'offre de melons a difficilement trouvé preneur après la mi-juillet. Les cours ont alors commencé à se tasser, installant le melon dans une crise conjoncturelle jusqu'au 3 août selon le RNM. Les prix se sont ensuite améliorés avec la baisse saisonnière de la production et la résorption partielle des stocks avant de s'infléchir à nouveau et de déclencher une nouvelle crise pendant cinq jours courant septembre. Globalement, les prix du melon sur l'ensemble de la campagne 2018 ont été cependant mieux orientés en moyenne que ceux de la campagne précédente marquée par une forte chute des prix en juillet 2017.

De mai à août 2018, le déficit des échanges s'est réduit de 15 % sur un an et de 10 % par rapport à la moyenne 2013-2017. Les importations de melons (115 200 tonnes), principalement espagnoles, ont diminué (- 13 %) de même que les exportations (- 9 % à 27 500 tonnes).

Le chiffre d'affaires du melon sur la période de mai à septembre s'est légèrement contracté (- 1 % en moyenne sur un an). Le repli net de la production n'a été qu'en partie compensé par l'augmentation moyenne des cours sur la période. Le chiffre d'affaires progresse toutefois de 3 % par rapport à la moyenne 2013-2017 (graphique 5).

Graphique 5
Melon : le chiffre d'affaires bridé par la baisse de production



Source : Agreste

Tomate fraîche : une production en baisse et des cours mal orientés

La production de tomates destinée au marché du frais de la campagne 2018 (janvier - décembre) (553 416 tonnes) fléchirait de 2 % par rapport à la campagne précédente pour des surfaces quasiment stables, et de 5 % par rapport à la moyenne 2013-2017. La quasi-totalité de la production de tomates en frais (97 %) est cultivée sous serre (2 000 ha). Ce mode de culture prédomine en Bretagne depuis quelques années. Le bassin Ouest représente ainsi un tiers de la récolte nationale de tomates fraîches. Les 3 % restants sont cultivés en plein air (300 ha). Les surfaces de plein air se replient légèrement sur un an tandis que celles sous serre se maintiennent.

Pour la deuxième campagne consécutive, la production a reculé

en Bretagne sur un an. Depuis quelques années, les producteurs favorisent les variétés de petit calibre, susceptibles d'être mieux valorisées mais avec des rendements à l'hectare moindres que ceux des variétés de calibre supérieur. La production s'est également repliée sur un an dans le Sud-Ouest et dans le Sud-Est. La forte remontée des températures estivales n'a pas permis de compenser le manque de luminosité et de chaleur en début de campagne. L'humidité due aux épisodes pluvieux et orageux a accru la pression sanitaire dans le Sud-Est. La production s'est repliée en région Paca mais est restée en revanche quasiment stable en Languedoc-Roussillon, excepté pour le plein air. Elle a légèrement progressé en Rhône-Alpes. Les conditions estivales ont été en revanche favorables aux rendements avec un pic de production en juillet très proche de celui de juillet 2017 et des volumes en août 2018 supérieurs à ceux d'août 2017.

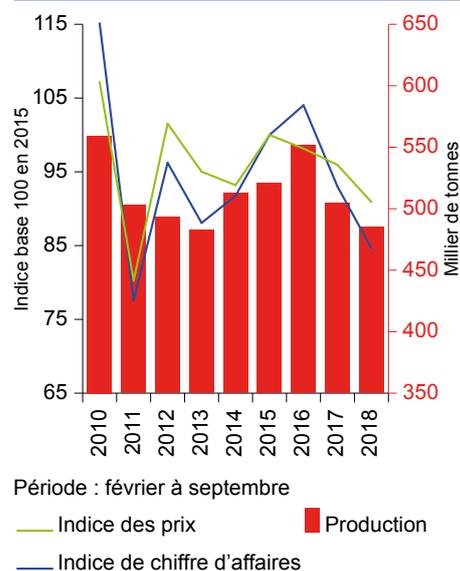
Sur la période de janvier à juillet 2018, la demande de tomates a reculé de 3 % par rapport à 2017, selon le panel de consommateurs Kantar. Les volumes bien présents en avril, en dépit de la baisse de l'offre sur un an, se sont difficilement écoulés. Les prix à la production se sont alors nettement dégradés. La tomate a été déclarée en crise conjoncturelle par le RNM pendant une quinzaine de jours en avril et à nouveau pendant la quasi-totalité du mois de juin, malgré le retour de conditions météorologiques plus favorables à la consommation. En juillet, avec le maintien de conditions très estivales et une demande un peu plus active, les cours se sont redressés, pour se retrouver au même niveau que ceux de juillet 2017. La tomate, dont la qualité a été en partie fragilisée par la chaleur a été à nouveau déclarée en crise conjoncturelle du 10 au 27 août à la suite d'apports importants qui ont tiré les prix vers le bas. En septembre, les cours se sont améliorés, s'établissant nettement au-dessus de la moyenne 2013-2017 (+ 27 %).

En cumul de janvier à août 2018, la France a importé les mêmes quantités

(tomates fraîches et destinées à l'industrie) (360 200 tonnes) qu'en 2017. Les importations marocaines (56 % des importations) ont diminué de 2 % tandis que la concurrence espagnole s'est vivement accrue. Sur la même période, les exportations (145 800 tonnes), comprenant parfois des réexportations de tomates marocaines et espagnoles vers les pays du Nord de l'Europe, se sont contractées de 10 %. En conséquence, le déficit des échanges s'est creusé de 7 % sur un an et de 4 % par rapport à la moyenne 2013-2017.

Avec une production et des prix en repli sur un an pour la deuxième campagne consécutive, le chiffre d'affaires de la tomate en frais diminuerait de 9 % sur un an et de 11 % par rapport à la moyenne 2013-2017 (graphique 6).

Graphique 6
Tomate : repli du chiffre d'affaires pour la seconde campagne consécutive



Source : Agreste

Fraise : en 2018, une production et des cours en légère hausse

La production de fraises non destinée à la transformation de la campagne 2018 (mars-juillet) a atteint 57 450 tonnes, légèrement supérieure à celle de 2017 (+ 1 %) et stable par

rapport à la moyenne 2013-2017. La culture sous serre est nettement dominante dans le Centre-Ouest et le Sud-Ouest tandis que près d'un tiers des fraises sont cultivées en plein air en région Paca et près des deux tiers en Rhône-Alpes. Les surfaces de plein air sont restées stables sur un an tandis que celles sous serre ont légèrement augmenté, notamment en Paca (+ 3 %) et en Aquitaine (+ 1 %).

Les épisodes de gelées de février et mars ont abîmé les fleurs et engendré des pertes. Puis le manque d'ensoleillement au début du printemps a retardé les récoltes d'une à trois semaines. Les intempéries de mai ont partiellement fragilisé le potentiel de production et la tenue des fruits. En Rhône-Alpes, la campagne s'est déroulée de façon satisfaisante et la production s'est maintenue au niveau de 2017. En Paca, la production de fraises, relativement épargnée par les intempéries, a progressé sur un an. La récolte dans le bassin Sud-Ouest s'est maintenue sur un an en dépit des épisodes de grêle et de chaleur excessive du mois de juin tandis que celles des bassins du Centre-Ouest et du Sud-Est ont augmenté légèrement. Le pic de production nationale a dépassé le niveau moyen 2013-2017.

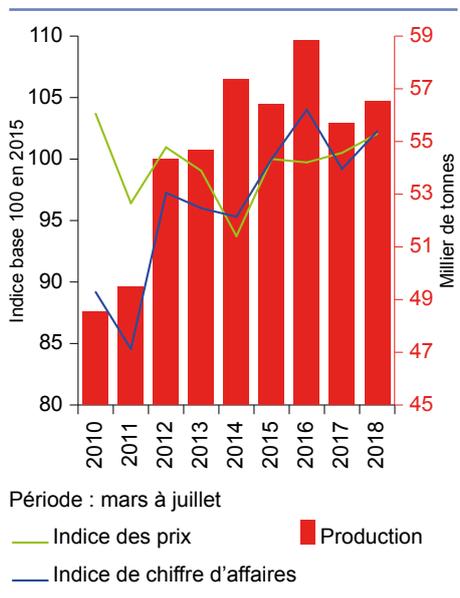
En début de campagne, les cours à la production de la fraise ont été fermes, situés au-dessus des prix moyens 2013-2017, grâce à des premiers apports limités. À partir d'avril, la montée en puissance de la production a entraîné le tassement saisonnier des cours, sur des volumes encore limités à cette période, compte tenu du retard de production. Peu présente en début de campagne en raison des conditions météo, la demande s'est manifestée fin avril pour ce fruit très météo-sensible, avec la hausse des températures, contribuant au maintien de la fermeté des cours. En mai, les conditions météorologiques plutôt maussades ont freiné la consommation. Les cours, plutôt baissiers à l'approche du pic de production, ont chuté fortement entre avril et mai, en raison d'un écoulement insuffisant du produit. Les cours de la fraise ronde ont été déclarés en situation sensible fin

mai par le RNM. En juin, les prix ont continué de décélérer. Ils sont restés toutefois au-dessus des cours moyens 2013-2017 (+ 7 %).

Entre mars et juillet 2018, le déficit des échanges de fraises s'est réduit de 18 % sur un an et de 27 % par rapport à la moyenne 2013-2017. Les importations (46 600 tonnes), principalement d'origine espagnole, ont diminué sur un an (- 20 %), de même que les exportations (- 21 % à 6 400 tonnes).

Avec des récoltes et des prix moyens en légère hausse sur la campagne, le chiffre d'affaires de la fraise a augmenté de 3 % par rapport à 2017. Il progresse également de 3 % par rapport à la moyenne 2013-2017 pour une production stable et des prix en hausse par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (*graphique 7*).

Graphique 7
Fraise : progression du chiffre d'affaires grâce à la production et aux prix



Laitue d'été : la réduction des récoltes soutient fortement les cours

La production de laitues d'été (226 millions de têtes) de la campagne 2018 (mai à septembre) baisserait de 11 % sur un an et de 25 % par rapport

à la moyenne des cinq dernières campagnes. Les surfaces de laitues d'été de la campagne 2018 (4 488 ha) se replieraient sur un an pour les variétés laitue à couper (feuilles de chênes) et autres laitues pommées. Elles augmenteraient légèrement pour la batavia qui reste la première variété cultivée avec 1 550 ha.

La culture de la laitue d'été, a débuté sous des conditions météorologiques beaucoup moins favorables que celles de la campagne précédente. Au printemps, elles ont affecté les mises en culture, les volumes et la qualité des récoltes. Les températures caniculaires de l'été ont entraîné des montaisons et des arrachages précoces. La pression sanitaire a été sensible en raison de l'humidité aussi bien au printemps qu'en été impliquant des broyages au champ, notamment à la suite des épisodes orageux. En Paca, certains producteurs auraient fait le choix de reporter une partie de la production vers la saison d'hiver.

Les cours à la production de la laitue sont restés fermes, en raison d'une campagne de production difficile. Après une inflexion courant juin, où les volumes n'étaient pas vraiment en situation de pénurie, les prix se sont raffermis tout au long de l'été, face à une demande dynamique.

En cumul de mai 2018 à août 2018, les importations de laitues (22 900 tonnes) ont augmenté de 3 % sur un an tandis que les exportations (2 900 tonnes) reculaient de 16 %. En conséquence, le déficit des échanges s'est creusé de 7 % par rapport à 2017 et de 2 % par rapport à la moyenne 2013-2017.

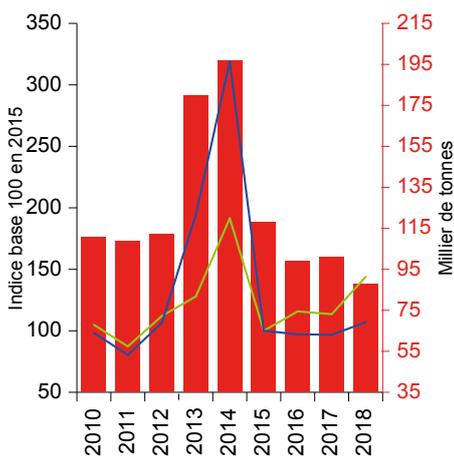
Avec des prix en hausse de 27 % qui font plus que compenser le repli de la production, le chiffre d'affaires de la laitue d'été a progressé de 11 % sur un an (*graphique 8*).

Chicorée d'été : des prix fermes et une production fragilisée par les températures estivales

Pour la campagne d'été qui s'étend de mai à septembre, la production de chicorées d'été (34 millions de têtes),

réalisée à plus de 75 % dans les bassins du Nord, de l'Ouest et du Centre-Ouest, fléchirait de 8 % par rapport à la campagne d'été 2017, en lien avec la baisse des surfaces, et de 25 % par rapport à la moyenne 2013-2017. Les superficies en chicorée d'été de la campagne 2017 (832 ha) ont diminué de 3 %. Elles sont réparties pour moitié entre deux variétés : frisée et scarole.

Graphique 8
Laitue d'été : le chiffre d'affaires s'est accru, soutenu par les cours



Période : mai à septembre

— Indice des prix ■ Production
— Indice de chiffre d'affaires

Source : Agreste

Les implantations effectuées dans des conditions humides et froides ont souffert de retards et de pertes. Avec le retour de températures plus favorables aux cultures à partir de juin, les rendements se sont améliorés dans un premier temps. Mais les températures estivales élevées ont ensuite accéléré le développement des cultures avec des épisodes de montaison dans le Nord obligeant à des arrachages précoces. Les conditions très sèches ont entraîné des pertes de rendements. Épisodes de grêle et températures caniculaires ont accru la pression sanitaire dans le bassin Sud-Est.

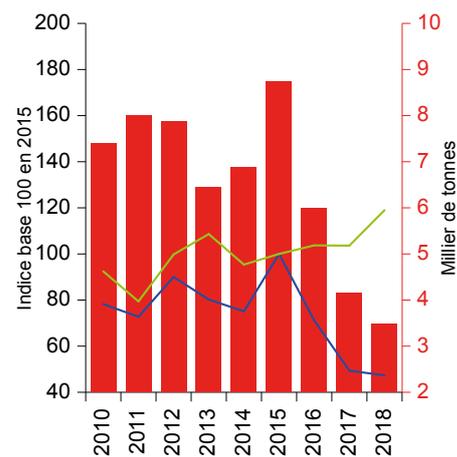
Au cours de la campagne d'été, les prix à la production de la chicorée sont restés fermes et nettement supérieurs aux prix 2017 et à la moyenne 2013-2017, en raison d'une offre moins abondante et d'une concurrence espagnole moins vive.

De mai à août 2018, les importations de chicorées (5 500 tonnes), principalement espagnoles, ont diminué de 33 % par rapport à la campagne 2017. Avec des exportations (2 900 tonnes) moindres également (- 13 %), le déficit des échanges s'est réduit de moitié entre

les deux campagnes et par rapport à la moyenne 2013-2017.

Avec une baisse de 4 % sur un an de la production mesurée en tonnes, et en dépit de prix fermes, le chiffre d'affaires de la chicorée d'été (hors bassin Sud-est) sur la période de mai à septembre 2018 se contracterait de 4 % (graphique 9).

Graphique 9
Chicorée d'été : le chiffre d'affaires (hors bassin Sud-Est) de nouveau en repli en dépit de cours fermes



Période : mai à septembre

— Indice des prix ■ Production
— Indice de chiffre d'affaires

Source : Agreste

Sources et définitions

Sources

- Relevés de températures et de précipitations : Météo-France
- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumes : Agreste
- Données historiques de production : Statistique annuelle agricole : Agreste
- Indice des prix à la production des fruits et légumes frais : Réseau des nouvelles des marchés (RNM), traitement SSP
- Indice de chiffre d'affaires à la production : Agreste
- Données de commerce extérieur : DGDDI (Douanes)

Définitions

- Les normales saisonnières sont les moyennes sur la période 1981-2010 des hauteurs de précipitations et des températures moyennes mensuelles.
- Les moyennes 2013-2017 sont calculées à partir des données de la Statistique annuelle agricole.
- Indice de chiffre d'affaires cumulé : chiffre d'affaires à la production cumulé depuis le 1^{er} mois de campagne jusqu'au dernier mois de campagne ou mois disponible au moment de la rédaction de la synthèse.
- Indice de prix moyen : prix moyen à la production sur la période allant du 1^{er} mois de campagne jusqu'au dernier mois de campagne ou mois disponible au moment de la rédaction de la synthèse.
- Solde des échanges extérieurs = Exportations – Importations.
- Le Réseau des nouvelles des marchés considère un produit en crise conjoncturelle lorsque le prix est anormalement bas (baisse d'au moins 15 % pour le melon, 20 % pour la fraise et la tomate, 25 % pour les autres légumes par rapport aux cinq dernières campagnes) pendant deux à cinq jours ouvrés consécutifs.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Légumes » pour les publications Agreste Conjoncture
- Lien : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/legumes/>

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Infos rapides Légumes, octobre 2018
- « En 2017/2018, un recul général du chiffre d'affaires des légumes d'hiver, pénalisé par la baisse des récoltes et une nette dégradation des cours », Synthèses légumes n° 2018/328, juillet 2018



En 2017, une 2^e épizootie d'Influenza aviaire pénalise la filière des palmipèdes gras

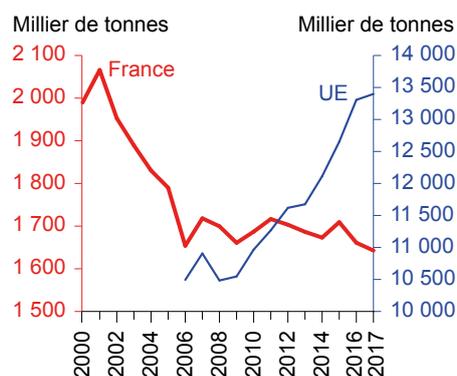
En 2017, contrairement au reste de l'UE, les abattages français de volailles reculent une nouvelle fois. Les palmipèdes gras sont durement touchés par les crises aviaires et la production de foie gras se contracte fortement. Les dindes et pintades poursuivent une tendance baissière structurelle. Seuls les abattages de poulet s'accroissent, atteignant même un pic historique depuis 1998. La consommation intérieure progresse mais les échanges de viande de poulet continuent de se dégrader, creusant un peu plus le déficit de l'ensemble des volailles. Cette détérioration s'inscrit dans une tendance à la diminution des ventes vers le Moyen-Orient depuis 2013 et d'augmentation continue des importations depuis 2000. Au 1^{er} semestre 2018, les abattages de volailles sont de nouveau en hausse sur un an, tirés notamment par ceux de canards gras.

En 2017, repli des abattages de volailles en France

En 2017, les abattages français de volailles diminuent de 1 % en tonnes sur un an et de 3 % par rapport à la moyenne 2011-2015 (*graphique 1 - tableau 1*). Les abattages de dindes reculent de 6 % sur un an, prolongeant la tendance de long terme liée à la baisse de la demande. En 15 ans, ils baissent de 50 % et ne représentent plus que 20 % du total des abattages de volailles en 2017, contre 34 % en 2002. Pour les pintades, le recul atteint 25 % en 15 ans. Dans la filière canards gras, le repli est conjoncturel, conséquence de la deuxième épizootie d'Influenza aviaire dans le Sud-Ouest de la France. En effet, les élevages sont plus concentrés dans le bassin Aquitaine Midi-Pyrénées que d'autres

espèces : 70 % de l'ensemble des canards gras y sont abattus, contre 7 % des poulets et moins de 1 % des dindes (*tableau 2*).

Graphique 1
Abattages de volailles de chair : baisse en France et hausse dans l'UE



Sources : Agreste (abattages CVJA), Eurostat

En 2017, hausse des abattages de volailles dans l'Union européenne

En 2017, dans l'Union européenne, les abattages de volailles toutes espèces confondues sont en hausse de 16 % depuis 2013, année de la fin du régime communautaire des restitutions à l'exportation des viandes de volailles (*tableau 3*). À l'exception de la France, tous les pays affichent une progression des abattages, particulièrement en Pologne (+ 42 %). La France est la seule en Europe à accuser un repli (- 3 %). Au-delà des frontières communautaires, la Turquie, l'Ukraine et la Russie enregistrent également une hausse de leur production et de leurs exportations. En 2017, la volaille devient la première viande produite et consommée dans le monde devant la viande porcine (*encadré 1*).

Tableau 1
En 2017, recul des abattages de canards gras, dindes et pintades

	2017	2017/2016	2017/moyenne 2011-2015
	(milliers de tonnes)	(%)	
Total volailles de chair	1 643	- 1,1	- 3,2
Poulets	1 049	+ 2,2	+ 3,7
Poules de réforme	42	- 5,3	- 11,7
Dindes	330	- 5,8	- 8,8
Pintades	30	- 6,4	- 5,0
Canards à rôtir	95	+ 0,1	- 1,8
Canards gras	87	- 15,5	- 37,2
Oies grasses et à rôtir	0,7	- 15,2	- 44,6

Source : Agreste (abattages CVJA)

Encadré 1- La volaille, première viande produite et consommée dans le monde en 2017

En 2017, d'après la Fao et l'OCDE, la volaille devient la première viande produite et consommée dans le monde devant celle de porc. La production atteint 120 millions de tonnes (118,5 millions de tonnes pour le porc). Elle progresse de 1,3 % en un an malgré les diverses crises sanitaires. En 2016 et 2017, la Chine subit une grave épidémie aviaire (H7N9) et la consommation faiblit. De son côté, la filière brésilienne est confrontée à un scandale d'exportation de viandes de volailles impropres à la consommation. L'Union européenne est également affectée par deux épizooties successives d'Influenza aviaire H5. Néanmoins, la production européenne s'élève à 14,7 millions de tonnes (+ 1,3 % sur un an). Selon l'OCDE, la croissance annuelle moyenne de la production mondiale de viandes de volailles serait de 1,5 % entre 2017 et 2027, portée par la hausse de la population et de la consommation, particulièrement en Asie et en Afrique.

Tableau 2
En deux ans, diminution de moitié des abattages de canards à gaver dans le Sud-Ouest

Régions de l'abattoir	Canards à gaver			Canards à rôtir			Poulets (y compris chapons, poules de réforme, coqs)		
	2017	2017/2015	Répartition des effectifs en 2015	2017	2017/2015	Répartition des effectifs en 2015	2017	2017/2015	Répartition des effectifs en 2015
	(milliers de têtes)	(%)		(milliers de têtes)	(%)		(milliers de têtes)	(%)	
Pays de la Loire	8 286	- 11,2	25,1	22 600	- 1,7	58,4	253 826	0,5	31,1
Bretagne	1 876	13,6	4,4	5 569	7,6	13,2	266 771	- 10,1	36,5
Poitou-Charentes	88	7,0	0,2	7 432	- 8,8	20,7	38 870	4,0	4,6
Aquitaine	6 856	- 49,7	36,7	-	-	-	35 158	- 10,3	4,8
Midi-Pyrénées	5 728	- 53,3	33,0	-	-	-	14 302	- 16,2	2,1
Bourgogne	-	-	0,0	2 841	2,3	7,1	51 345	2,6	6,2
Autres régions	144	- 17,4	0,5	-	-	-	131 208	9,4	14,8
Total France	22 979	- 38,1	100,0	38 818	- 1,4	100,0	791 479	- 2,6	100,0

Source : Agreste (abattages CVJA)

Tableau 3
Abattages en Europe : la Pologne confirme son avance, la France est talonnée par ses voisins

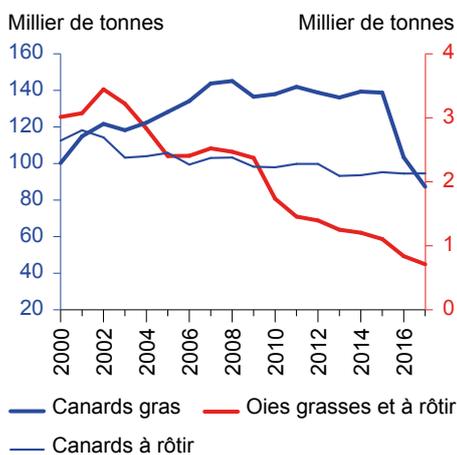
Abattages	Total volailles		Poulets et poules		Canards		Dindes	
	2017	2017/2013	2017	2017/2013	2017	2017/2013	2017	2017/2013
	(milliers de tonnes)	(%)						
UE	13 488	15,5	11 696	20,0	308	- 16,8	1 954	6,5
Pologne	2 344	41,9	1 937	41,8	-	-	333	46,0
Royaume-Uni	1 812	9,0	1 630	13,0	31	0,2	151	- 19,9
France	1 650	- 2,7	1 100	2,0	182	- 20,2	330	- 4,6
Espagne	1 529	13,9	1 260	12,4	5	2,9	198	26,1
Allemagne	1 514	4,0	969	6,4	37	- 14,0	466	1,5
Italie	1 327	8,5	1 007	11,5	3	- 5,5	309	0,3
Hongrie	485	23,0	334	41,9	52	- 17,5	78	11,7
Belgique	463	19,4	455	20,0	-	-	8	- 7,7
Roumanie	405	24,5	-	-	-	-	-	-
Portugal	341	16,9	291	18,4	10	24,6	39	4,0
Bulgarie	104	9,8	79	13,6	20	- 5,6	-	-
Autres	1 514	1 498,2	2 633	3 673,9	- 30	- 247,0	43	-

Sources : Agreste, Eurostat

La filière canards gras en crise

Les abattages de canards à gaver sont les plus pénalisés. Après avoir atteint un niveau élevé de 2007 à 2015, l'activité s'effondre en

Graphique 2
En 2016 et 2017, chute des abattages de canards gras



Source : Agreste (abattages CVJA)

2016 (graphique 2), affectée par la 1^{re} épizootie Influenza aviaire hautement pathogène apparue fin 2015 (H5N1) (encadré 2). La filière est de nouveau perturbée par la 2^e épizootie (H5N8) survenue en fin d'année 2016 dans le Sud-Ouest. Après une baisse de 26 % en 2016, les abattages de canards gras fléchissent de nouveau fortement en 2017 (- 16 % sur un an) et deviennent même inférieurs à ceux de canards à rôtir. Ces derniers restent stables, la quasi-totalité des effectifs étant élevés hors périmètres concernés par l'Influenza aviaire. Les abattages d'oies se replient quant à eux fortement depuis 2000, en particulier dans la filière foie gras (70 % d'oies à gaver en moins).

En 2016, sur une période restreinte de trois mois, les abattages de canards gras chutent de 70 % en têtes par rapport à la moyenne 2011-2015, conséquence du vide sanitaire imposé

dans le Sud-Ouest (graphique 3). La 2^e épizootie fin 2016 entraîne une baisse des abattages sur les huit premiers mois de 2017 (- 46 %). Le 1^{er} semestre 2017 est marqué par ailleurs par des abattages sanitaires de canards dans les élevages. La reprise des mises en place est progressive, retardée par la pénurie de canetons, elle-même liée à la perte de canards reproducteurs et à une forte demande auprès des accoueurs. Sur l'année 2017, la baisse des canards gras entrée abattoirs atteint 38 % en têtes par rapport à 2016 (contre 26 % en 2016 sur un an). Au printemps 2018, les abattages retrouvent des niveaux proches de la moyenne 2011-2015.

40 % de foie gras en moins qu'avant la crise

Les répercussions des deux crises sont importantes pour la filière foie gras. En 2017, la production française enregistre une baisse de 40 % par

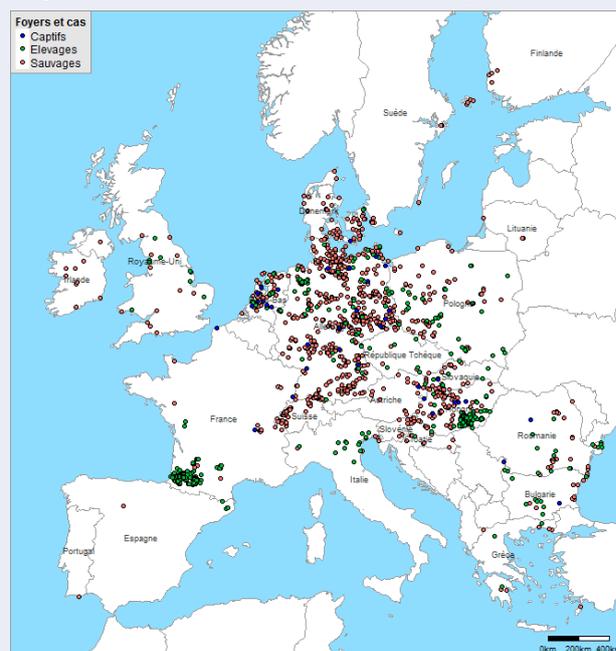
Encadré 2 - Les deux crises sanitaires de 2016 et 2017

L'Influenza Aviaire (IA) est une maladie infectieuse et virale qui peut affecter toutes les espèces de volailles ainsi que l'avifaune. Originaire d'Asie, elle se propage probablement le long de couloirs suivis par les oiseaux migrateurs dans 68 pays du monde. Les souches H5, hautement pathogènes (IAHP) sévissent d'abord en Europe de l'Est puis dans le Sud-Ouest de la France (carte 1) au cours de l'hiver 2015-2016 et à nouveau pendant l'hiver 2016-2017.

Pour juguler la diffusion de l'infection aux autres élevages avicoles, notamment par transmission indirecte (via les véhicules, caisses de chargement...), des mesures d'urgence sont déployées en France. Le premier épisode d'IAHP est lié à une circulation asymptomatique des virus dans les élevages de palmipèdes. Une zone de restriction est mise en place dans 18 départements du Sud-Ouest début 2016. Parallèlement à l'abattage des animaux présents dans les foyers infectés, l'interdiction des mises en place de poussins dans les élevages de février à mai 2016 (vide sanitaire obligatoire) entraîne le dépeuplement progressif des élevages. Le deuxième épisode, lié à l'introduction du virus H5N8, conduit à des abattages préventifs de volailles sur place dans les départements du Sud-Ouest, principal bassin de production de foie gras et de volailles de plein air. Le 27 octobre 2017, la France recouvre son statut « indemne d'IAHP ».

À la suite de ces deux crises, un dispositif d'indemnisation est mis en place en 2018 (pour les abattages sanitaires, les pertes de production...). Il couvre plus de 2 300 éleveurs et 59 entreprises françaises.

Carte 1
Foyers et cas d'IAHP H5N8 en Europe



Période : 26/10/2016 au 28/05/2017
Source : OIE/Fao/ADNS/DGAL

rapport à 2015, année qui précède la première épizootie (tableau 4). La France est le premier producteur mondial (11 450 tonnes) (t) devant la Hongrie (2 720 t), la Bulgarie (2 300 t) et l'Espagne (515 t). Elle est aussi le premier consommateur mondial (deux tiers de la production mondiale selon le Cifog, Comité interprofessionnel du foie gras). En 2017, les productions hongroises et bulgares se replient de 25 % et de 15 %, après des hausses de 48 % et 23 % en 2016.

Baisse de moitié des exportations françaises de foie gras vers les pays tiers en deux ans

Entre 2015 et 2017, les exportations françaises de foie gras s'effondrent de moitié vers les pays tiers, dans un contexte de pénurie de la production européenne et d'embargos sanitaires mis en place par des pays asiatiques à partir de la fin 2015 (en particulier le Japon) (tableau 5).

Sur la même période, les importations de foie gras en provenance de nos principaux concurrents et partenaires (Bulgarie et Hongrie) chutent de 8 % pour le premier et de 27 % pour le second en lien avec la baisse de production dans ces pays également affectés par l'IAHP (tableau 6). L'excédent du commerce extérieur français de foie gras tombe à + 135 t en 2017 contre + 1 074 t en 2015. Sur un an, la baisse de nos achats est de 17 % (foie gras et viande), toutes destinations confondues.

Baisse de la consommation de foie gras

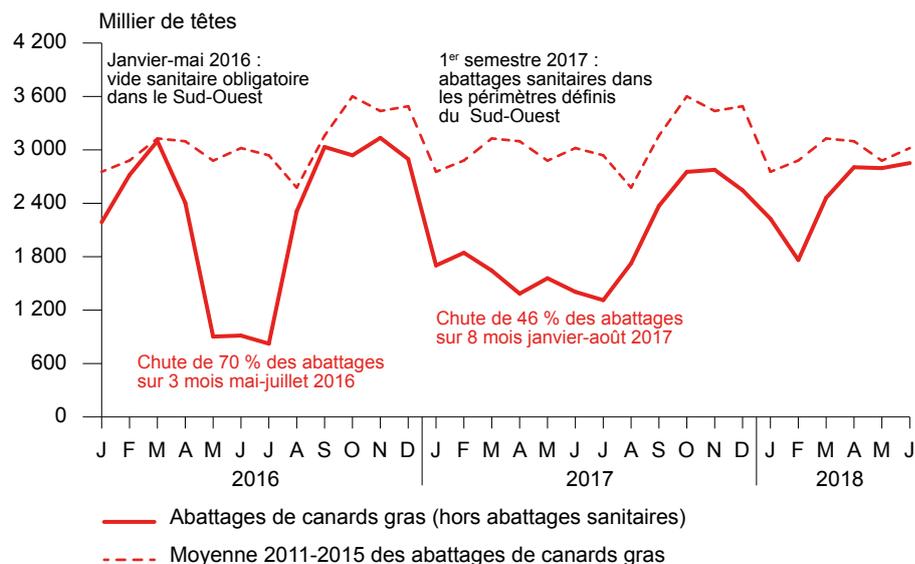
Avec la baisse de la production européenne de foie gras et des disponibilités à la vente, la consommation décroche en 2016 puis se stabilise en 2017 (graphique 4). Le niveau réduit des stocks fin 2017 indique que ce produit reste plébiscité par le consommateur français malgré le contexte sanitaire difficile.

Filière poulet : en 2017, stabilité de la production en têtes, abattages record en volumes

En 2017, à l'inverse des autres volailles, les abattages de poulets

Graphique 3

Au 1^{er} semestre 2016-2017, fortes baisses des abattages de canards gras



Source : Agreste (abattages contrôlés)

Tableau 4

40 % de baisse de la production française de foie gras en deux ans

	Foies gras canard et oie (tonnes)	N/N-1 (%)	2017/2015 (%)
2015	19 242	- 0,4	- 39,6
2016	13 843	- 28,1	
2017	11 630	- 16,0	

Source : Agreste

Tableau 5

Exportations de foie gras : fermeture des marchés asiatiques en 2016 et 2017

Exportations	2017 (tonnes)	2015 (tonnes)	2017/2015 (%)
Monde	3 883	5 004	- 22,4
UE	2 977	3 067	- 2,9
Espagne	1 480	1 513	- 2,2
Belgique	649	738	- 12,0
Allemagne	166	177	- 6,3
Royaume-Uni	142	175	- 18,9
Pays tiers	906	1 937	- 53,2
Suisse	324	354	- 8,5
Hong-Kong	107	188	- 42,9
Afrique sub-saharienne	42	45	- 6,1
Japon	29	664	- 95,6
Thaïlande	13	93	- 85,4

Source : DGDDI

Tableau 6

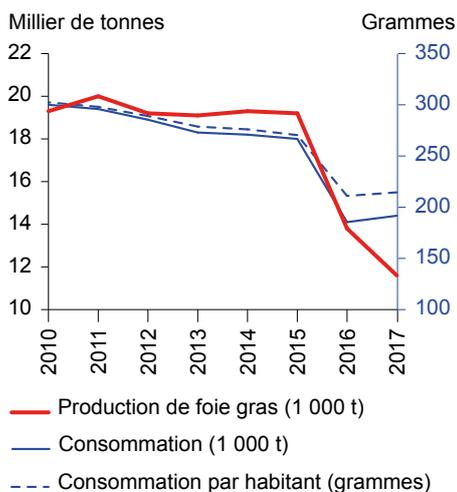
Baisse conjoncturelle des importations françaises de foie gras bulgare et hongrois

Provenance	2017 (tonnes)	2015 (tonnes)	2017/2015 (%)
Monde	3 748	3 930	- 4,6
Pays tiers	45	16	178,5
UE	3 703	3 913	- 5,4
Bulgarie	2 224	2 425	- 8,3
Hongrie	899	1 225	- 26,6
Belgique	416	221	88,1

Source : DGDDI

Graphique 4

En 2017, production de foies gras en baisse, consommation apparente stable



Source : Agreste - Foies gras de canard et d'oie

augmentent de 2,2 % en poids sur un an tout en restant quasiment stables en têtes (graphique 5 - tableau 7). Ils atteignent un nouveau pic à 1,049 millier de tonnes (Mt), après 1,054 Mt en 1998. La hausse du poids moyen des poulets est liée à la diminution des débouchés à l'exportation du poulet léger et à l'orientation du marché vers la découpe.

Tandis que les importations de poulets vivants restent confidentielles, les exportations de poulets vivants augmentent vers les Pays-Bas et la Belgique. Ainsi, malgré la légère baisse des abattages en têtes (- 0,3 % en têtes), la production indigène progresse légèrement (+ 0,3 %).

Le déficit extérieur des viandes de volailles se détériore

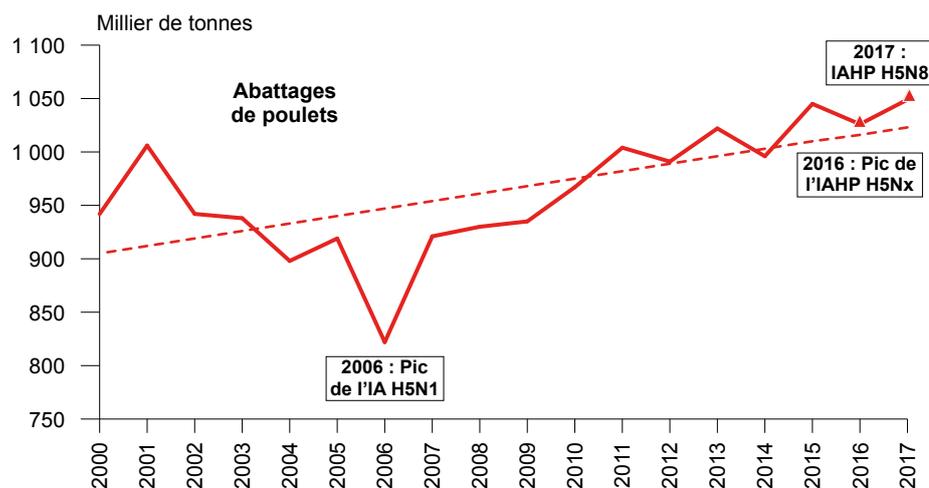
Depuis 2000, le déficit des échanges extérieurs des viandes de volailles se dégrade de manière continue, en volume et en valeur (graphique 6), sous l'effet du recul des exportations de viandes de dinde et surtout de la forte dégradation des échanges de viandes de poulet (graphique 7). Le déficit extérieur de la viande de poulet atteint - 162 500 tec et - 405 millions d'euros en 2017 (tableau 8).

Hausse des importations de viande de poulet

Depuis 2014, les importations françaises de viande de poulet dépassent les exportations

Graphique 5

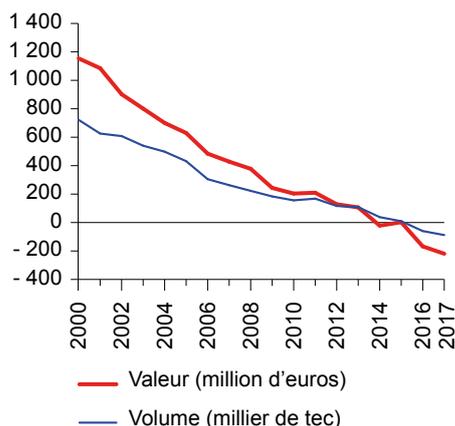
Les abattages de poulets progressent malgré les crises sanitaires



Source : Agreste (abattages CVJA)

Graphique 6

En 2017, le déficit du commerce extérieur de volailles se creuse



Source : DGDDI

Tableau 7

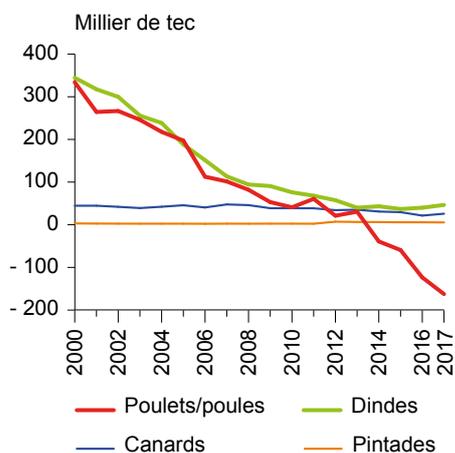
En 2017, la production française de poulets reste stable en têtes

	2017	2016	2017/2016
	(millions de têtes)		(%)
Poulets			
Abattages ¹	753	755	- 0,3
Exportations Animaux vivants ²	45	41	0,1
Importations Animaux vivants ³	2	2	0,0
Production indigène (4 = 1 + 2 - 3)	796	794	0,3
Total Volailles de chair			
Abattages ¹	917	929	- 1,3
Exportations Animaux vivants ²	49	43	0,2
Importations Animaux vivants ³	2	2	0,1
Production indigène (4 = 1 + 2 - 3)	964	970	- 0,6

Sources : Agreste (abattages CVJA), DGDDI

Graphique 7

Le solde du commerce extérieur se détériore pour le poulet



Source : DGDDI

Tableau 8
Le déficit extérieur du poulet pèse sur l'ensemble des volailles

Viandes et préparations		Exportations		Importations		Solde	
		(tec)	(milliers d'euros)	(tec)	(milliers d'euros)	(tec)	(milliers d'euros)
Poulets (et poules de réforme)	2017	396 390	666 853	558 922	1 072 009	- 162 532	- 405 156
	2017/2016 (%)	- 3,7	- 1,6	4,5	5,8		
Dindes	2017	93 389	166 080	47 013	133 794	46 376	32 286
	2017/2016 (%)	7,2	3,7	-0,5	-1,5		
Pintades	2017	5 535	27 057	84	350	5 452	26 708
	2017/2016 (%)	- 5,2	- 2,6	27,5	11,1		
Canards	2017	45 772	208 010	19 929	75 561	25 843	132 449
	2017/2016 (%)	0,6	0,7	-17,0	-9,4		
Autres	2017	200	1 017	3 349	6 589	- 3 149	- 5 572
	2017/2016 (%)	41,6	35,7	-11,0	-14,3		
Total Volailles	2017	541 286	1 069 017	629 296	1 288 302	- 88 010	- 219 285
	2017/2016 (%)	- 1,6	- 0,4	3,2	3,8		

Source : DGDDI

(graphique 8). En 2017, elles s'accroissent de nouveau : + 4 % sur un an, soit un rythme inférieur au taux de croissance annuel moyen calculé

depuis 2000 (+ 7 %). La Pologne, pays dont la production est très dynamique, gagne des marchés à l'export vers la France (+ 50 % depuis 2013). En

mars 2017, les flux d'importation sont également perturbés par le scandale sanitaire qui frappe le Brésil, 1^{er} exportateur mondial. L'Union européenne ferme alors ses frontières à 20 abattoirs, offrant des opportunités aux autres pays.

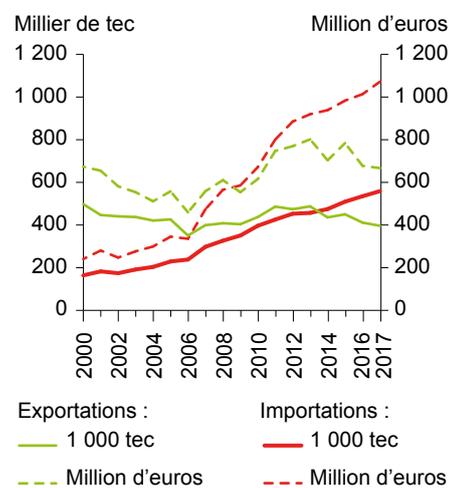
Tableau 9
Hausse des importations de découpes et préparations de poulet, recul des exportations de poulets entiers

Viandes et préparations de poulet	Importations		Exportations	
	2017	Évolution 2017/2016	2017	Évolution 2017/2016
	(tec)			
Découpes	799 071	27 732	176 931	8 766
Préparations à base de poulet	208 042	26 379	212 607	12 080
Carcasses	41 535	- 2 182	270 804	- 31 184
Viandes séchées, salées, fumées	23 361	6 687	6 511	- 553
Total	1 072 009	58 616	666 853	- 10 890

Source : DGDDI

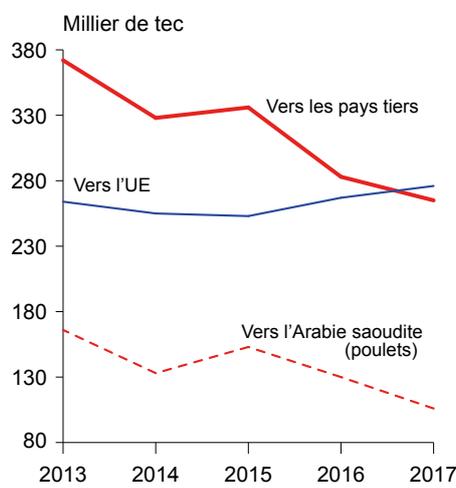
Les découpes et les préparations à base de poulet représentent 94 % des importations (tableau 9). Elles sont quatre à six fois plus importantes qu'en 2000. La RHD (restauration hors domicile) est le principal secteur demandeur des volailles importées. Les produits exportés, bien qu'en baisse de volume, restent majoritairement des poulets entiers (carcasses) ou des pièces peu consommées (ailes, cous...). Leur valorisation étant inférieure à celle des produits importés, le déficit commercial se creuse en valeur.

Graphique 8
Les volumes importés de viande de poulet dépassent les exportations depuis 2014



Source : DGDDI

Graphique 9
Exportation des volailles : repli vers les pays tiers, lié à l'Arabie saoudite



Source : DGDDI

Baisse des exportations de poulets vers le Moyen-Orient depuis 2014

Entre 2013 et 2017, les groupes volaillers français ont réduit d'un tiers leurs exportations extracomunautaires (graphique 9). L'année 2013 marque l'arrêt du versement des restitutions communautaires à l'exportation (encadré 3). Les ventes de viandes de poulet au Qatar et à l'Égypte se développent mais portant sur des quantités modestes, elles ne permettent pas de compenser la diminution des volumes vers l'Arabie saoudite (- 36 % en cinq ans)

(tableau 10). En 2017, la baisse des exportations de poulets, toutes destinations confondues (- 4 % sur un an) est moins marquée qu'en 2016 (- 9 %) car les marchés européens restent porteurs (+ 2 % sur un an, + 10 % en 2016). Les débouchés se développent vers les Pays-Bas

(+ 13 000 tec en cinq ans) tandis que le repli se poursuit vers les pays tiers.

Consommation des viandes de poulet en hausse

En 2017, la consommation apparente de viande de poulet, à domicile et en restauration hors foyer, augmente de 5 % sur un an tandis que la consommation des autres viandes (dindes, pintades et canards) diminue de 4 % (graphique 10). Depuis 2006, la hausse de la consommation de viande de poulet profite plus aux viandes importées (+ 8 % en moyenne annuelle) qu'à l'origine française. La hausse des achats de viande de poulet importée serait plutôt portée par la restauration hors domicile.

Tableau 10

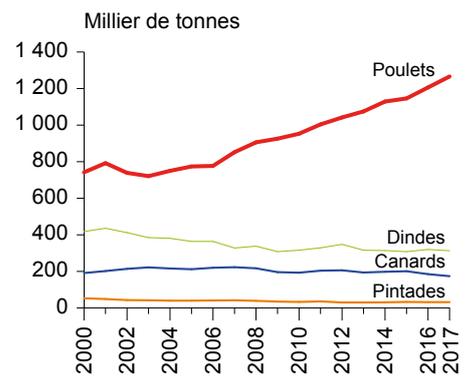
Depuis 2013, baisse de 43 % des exportations de poulets vers le Moyen-Orient

	2017 (milliers de tec)	2017/2016 (%)	2013 (milliers de tec)	2017/2013 (%)
Poulets				
Exportations Monde	396	- 4	487	- 19
UE	164	2	151	8
Espagne	33	- 4	31	7
Pays-Bas	25	55	12	110
Allemagne	23	- 3	19	25
Pays tiers	232	- 7	336	- 31
Moyen-Orient (dont Arabie saoudite, Qatar)	134	- 16	235	- 43
Arabie saoudite	106	- 19	165	- 36
Arf. Sub-saharienne (dont Bénin)	40	- 1	33	21
Hong Kong	11	22	6	82
Qatar	8	916	1	438
Égypte	7	561	-	-
Importations Monde	559	4	457	22
UE	528	6	428	23
Pays-Bas	128	4	121	6
Belgique	127	3	118	7
Pologne	103	18	47	121
Allemagne	60	0	56	8
Autres (dont Espagne, R. Uni)	110	-	86	28
Pays tiers	31	- 11	29	7
Brésil	12	- 24	11	8
Thaïlande	6	12	10	- 33
Total viandes de volailles				
Exportations Monde	541	- 2	637	- 15
UE	276	3	264	4
Pays tiers	265	- 6	372	- 29
Importations Monde	629	3	529	19
UE	594	4	495	20
Pays tiers	35	- 10	34	4

Source : DGDDI

Graphique 10

Consommation apparente de viandes de volailles : le poulet progresse



Source : Agreste

Encadré 3 - Chute des exportations de poulet français dit « grand export » depuis 2013

Historiquement, l'Arabie saoudite est le premier importateur mondial de poulet et le 1^{er} débouché pour le poulet français (poulet léger entier congelé). Entre 2007 et 2013, les échanges vers l'Arabie saoudite sont en plein essor, représentant le tiers de l'ensemble des volumes exportés. En juillet 2013, la fin du versement des restitutions européennes à l'exportation marque un tournant. Le poulet européen « grand export » perd de sa compétitivité, en particulier face au Brésil, 1^{er} exportateur mondial : la production et les exportations brésiliennes s'envolent ; la parité du réel est favorable aux échanges et les coûts de production sont faibles. En cinq ans, les exportations françaises vers l'Arabie saoudite fléchissent de 60 000 tec (passant

de 165 200 tec à 105 700 tec). Dans le même temps, la production de la péninsule arabique se développe (+ 8 % en croissance annuelle moyenne depuis 2012). En 2017, l'Arabie saoudite devient le deuxième importateur de volailles derrière le Japon.

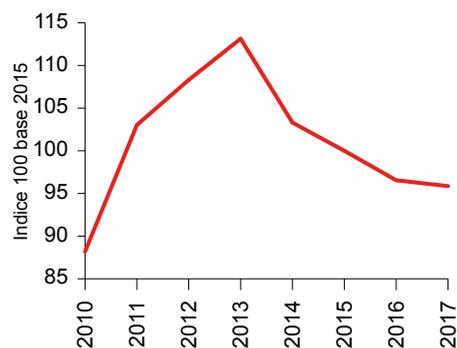
En mai 2018, l'entreprise saoudienne Al Munajem participe à la reprise du volailler français Doux, premier volailler français exportateur de poulets légers congelés vers le Moyen-Orient. Le nouveau consortium franco-saoudien mené par LDC reprend et développe les activités commerciales, d'export et d'amont (accoupage, aliment, contrats d'éleveurs) dans le cadre de la réorganisation de la filière avicole du Grand Ouest.

Pour la seule consommation à domicile, les achats de viande de volailles par les ménages reculent pour la quatrième année consécutive (- 0,5 % en volume sur un an) selon le panel de consommateurs Kantar Worldpanel. Ils se replient pour les viandes de dinde (- 3,6 %), de pintade (- 2 %) et de canard (- 8,8 %) tandis qu'ils progressent légèrement pour les viandes de poulet (+ 0,5 %). L'évolution de la consommation diffère néanmoins selon les pièces : + 2,5 % pour les découpes et - 3,4 % pour les poulets entiers.

Baisse du prix de l'aliment depuis 2014

Le prix de l'aliment, à la charge de l'intégrateur, représente environ 65 % du coût de production des volailles. Après le pic atteint en 2013, il amorce une baisse puis se stabilise en 2017 (- 0,7 % sur un an). Entre 2013 et 2017, il s'est replié de 15 % mais reste supérieur de 9 % au coût de 2010 (*graphique 11*).

Graphique 11
En 2017, le prix de l'aliment pour volailles se stabilise en 2017



Sources : Insee, Agreste (indice Ipampa : prix des aliments)

Encadré 4 - Premières tendances en 2018

Au 1^{er} semestre 2018, hausse des abattages, en particulier de canards gras

Au 1^{er} semestre 2018, les abattages de volailles se redressent par rapport à 2017 aussi bien en têtes qu'en tonnes, notamment pour les canards et les poulets (tableau 11).

Tableau 11

Au 1^{er} semestre 2018, reprise d'activité pour les canards gras

Abattages	1 ^{er} semestre de l'année		
	2018 (tonne)	2018/2017 (%)	2018/2015 (%)
Poulets	557 308	6,7	6,4
Canards gras (y compris foie)	56 885	58,1	- 16,3
Canards à rôtir	45 675	1,3	0,8
Dindes	169 012	1,6	- 0,1
Pintades	14 013	4,4	- 0,6
Total volailles de chair	866 657	7,7	2,6

Source : Agreste (abattages CVJA)

S'agissant des canards gras, le dynamisme des abattages au 1^{er} semestre 2018 reflète une reprise de l'activité de la filière foie gras (+ 58 % en tonnes sur un an). Les niveaux d'activité enregistrés avant les épizooties aviaires sont toutefois loin d'être atteints : près de 15 millions de canards gras sont abattus contre 18,1 millions au 1^{er} semestre 2015. Mais les mises en place de canetons continuent de progresser au 2^e trimestre (+ 28 % sur un an) laissant présager une poursuite de l'essor des abattages à l'automne. Au 1^{er} semestre 2018, près de 20,5 millions de canetons à gaver sont mis en place dans les élevages, soit plus que l'effectif moyen de la période 2011-2015 (19,5 millions).

Au 1^{er} semestre 2018, dégradation du solde extérieur des viandes de poulets

Les exportations totales de viande de poulets se contractent de 3 %, en particulier vers les pays tiers (- 10 %) (graphique 12). Les volumes destinés au Moyen-Orient fléchissent de 5 % sur un an : sur 63 500 tec, 86 % sont exportées vers l'Arabie saoudite (- 3 %) et 9 % vers les Émirats Arabes Unis (+ 64 %). Les importations en provenance de Belgique (+ 7 700 tec) et de Pologne (+ 7 500 tec) pèsent davantage, tandis que celles des Pays-Bas reculent (- 10 300 tec). Les flux venant du Brésil se réduisent à 5 200 tec sur le semestre, contre 6 500 tec en 2017. Avec des importations en croissance de 3 % et supérieures d'un tiers aux exportations, le déficit de la balance commerciale se dégrade un peu plus en volume (- 92 800 tec contre - 80 300 tec au 1^{er} semestre 2017). En valeur, le déficit se détériore également (- 227,6 millions d'€ contre - 202,8 millions d'€ au

1^{er} semestre 2017). La consommation apparente de viande de poulet est de nouveau en hausse au 1^{er} semestre 2018 (+ 6,6 % sur un an).

Graphique 12

Au 1^{er} semestre 2018, l'excédent commercial de la viande de poulet se réduit avec les pays tiers



Source : DGDDI

Au 1^{er} semestre 2018, davantage de foies gras importés qu'exportés

Au 1^{er} semestre 2018, les importations de foie gras repartent à la hausse (+ 50 % sur un an) tandis que les exportations se stabilisent (tableau 12). Par rapport à 2015, les exportations reculent de 19 % tandis que les importations augmentent dans les mêmes proportions. Les achats de foies gras hongrois et bulgares (crus pour le premier et transformés pour le second) se sont intensifiés depuis 2015. Les importations françaises devançant dorénavant les exportations en volume. La réouverture du marché asiatique au foie gras français s'effectue de manière encore très timide (+ 66 t vers le Japon).

Tableau 12

Depuis trois ans, les échanges de foies gras profitent davantage aux importations

Échanges de foie gras (canard/oie*)	1 ^{er} semestre de l'année			
	2018 (tonnes)	2015 (tonnes)	2018/2015 (%)	2018/2017 (%)
Exportations				
Monde	1 391	1 725	- 19	0,5
Pays tiers	475	792	- 40	47
UE	16	933	- 2	- 14
Importations				
Monde	932	1 620	19	48
Pays tiers	2	10	593	145
UE	861	1 610	16	46

* Cru ou transformé.

Source : DGDDI

Sources, définitions et méthodes

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en têtes et en tonnes-équivalent-carcasse (Gallus, dindes, canards, pintades, etc.). Cette enquête ne recense pas les abattages sanitaires.
- L'enquête auprès des sélectionneurs et accoueurs pour les éclosions de poussins
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- Les achats des consommateurs observés par Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer reposent sur les relevés de quantités achetées d'un panel de consommateurs. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population. La consommation hors foyer n'est pas couverte.
- Consommation apparente calculée par bilan : Elle est égale à production – exportations de viandes + importations de viandes (– variation de stocks jusqu'en 2017).
- **Contenu des rubriques du commerce extérieur de viandes de poulet fraîches ou réfrigérées et viandes de poulet surgelées :**
 - 1 - Carcasses :**
 - carcasse dite 83 % : avec tête, pattes et abats
 - carcasse dite 70 % : sans tête ni pattes, avec abats
 - carcasse dite 65 % : sans tête ni pattes ni abats
 - 2 - Découpes :**
 - demis ou quarts
 - ailes entières
 - dos, cous, dos avec cous, croupions ou pointes d'ailes
 - poitrines et morceaux de poitrines, non désossés
 - cuisses et morceaux de cuisses, non désossés
 - autres morceaux désossés et non désossés
 - 3 - Viandes de poulet salées ou en saumure, séchées ou fumées**
 - 4 - Préparations (poulet) :**
 - préparations et conserves de viande ou d'abats contenant en poids ≥ 57 % de viande ou d'abats, non cuits (à l'exclusion des saucisses, saucissons et produits similaires ainsi que des préparations de foies) ;
 - préparations et conserves de viande ou d'abats contenant en poids ≥ 57 % de viande ou d'abats cuits (à l'exclusion des saucisses, saucissons et produits similaires, des préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu ≤ 250 g, des préparations à base de foie et des extraits de viande) ;
 - préparations et conserves de viande ou d'abats contenant en poids ≥ 25 %, mais < 57 % de viande ou d'abats (à l'exclusion des saucisses, saucissons et produits similaires, des préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu ≤ 250 g, des préparations à base de foie et des extraits de viande).

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture – Le bulletin - Aviculture » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne » pour des données complémentaires

Le suivi de la situation sanitaire européenne de l'Influenza aviaire est accessible sur le site www.plateforme.esa.fr et sur www.be.anses.fr.

Les dernières publications Agreste parues sur le thème aviculture sont :

- « En août 2018, les abattages de poulets sont en baisse », Infos rapides Aviculture n° 9/11, octobre 2018
- « Après une nette dégradation en 2016, le marché des œufs de consommation s'améliorerait au premier semestre 2017 », Synthèses Aviculture, n° 2017/314, octobre 2017
- « En 2016, sur fond de crise aviaire, la production française de foie gras recule de 28 % », Synthèses Aviculture, n° 2017/310, juillet 2017
- « En 2016, la production française de volailles a reculé du fait de l'Influenza aviaire et le commerce extérieur s'est dégradé de nouveau », Synthèses Aviculture, n° 2017/300, mars 2017
- « Après une année 2014 en demi-teinte, la production française de volailles progresse en 2015 et retrouve son niveau de 2007 », Synthèses Aviculture, n° 2016/285, avril 2016



Octobre 2018 - n° 2018/332

Retour éditorial

Synthèses

Au 2^e trimestre 2018, nouveau recul de la production en volume des IAA sur un an

Au 2^e trimestre 2018, la production en volume des IAA diminue sur un an sous l'effet de la baisse conjointe des fabrications de produits alimentaires et de boissons, prolongeant le repli amorcé à la mi-2016. Néanmoins, pour le deuxième trimestre consécutif, la production en volume augmente légèrement par rapport au trimestre précédent. La demande nationale de produits alimentaires recule en volume sur un an, favorisant une baisse des importations et du déficit. À l'inverse, l'excédent commercial des boissons se réduit en volume sous l'effet de la diminution des quantités exportées et de la légère hausse des quantités importées. En valeur, pour la première fois depuis le début de l'année, l'excédent commercial des IAA se stabilise sur un an, la meilleure valorisation des boissons compensant le creusement du déficit des produits alimentaires. La croissance du chiffre d'affaires du secteur ralentit, pénalisée par des prix stables et une production en recul, tout comme celle de l'emploi.

Définition du périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

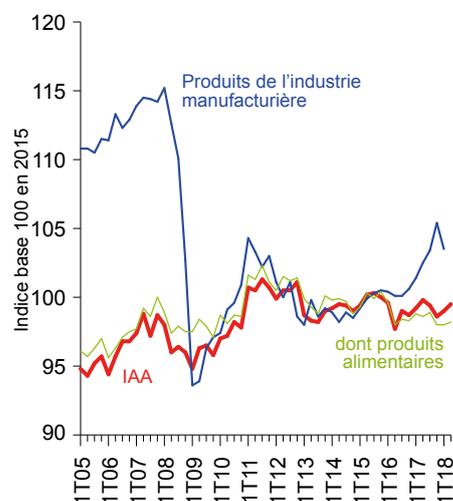
Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév. 2, 2008 de l'Insee). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12). Par ailleurs, les données présentées incluent l'artisanat commercial (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie), mais excluent le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons. Enfin, sauf indication contraire, les évolutions sont calculées à partir de données brutes en glissement annuel, c'est-à-dire en référence à l'année précédente. Les évolutions par rapport au trimestre précédent sont, quant à elles, et à l'exception des indices de prix, calculées à partir de données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.

Au 2^e trimestre 2018, la production en volume des IAA progresse légèrement mais demeure en repli sur un an

Pour le deuxième trimestre consécutif, la production française des industries agroalimentaires s'accroît légèrement en volume au 2^e trimestre 2018 (+ 0,5 % en CVS-CJO par rapport au 1^{er} trimestre) (graphique 1 et tableaux 1 et 2), rompant avec les baisses observées aux 3^e et 4^e trimestres 2017. Cette amélioration résulte principalement de l'augmentation des fabrications de boissons (+ 2,1 %). Sur un an en revanche, la production globale des IAA diminue de 1,1 % malgré un nombre de jours ouvrables équivalent au 2^e trimestre 2017. Elle s'inscrit dans le prolongement du repli amorcé à la mi-2016. Ce nouveau recul s'explique par la baisse conjointe des fabrications de produits alimentaires (- 1,1 %) et de boissons (- 0,6 %).

Graphique 1

Au 2^e trimestre 2018, recul de la production en volume des IAA sur un an mais légère hausse par rapport au trimestre précédent



Sources : Insee, Agreste - Indice de la production industrielle (Ipi) CVS-CJO

Au 2^e trimestre 2018, la production de produits alimentaires est stable mais recule sur un an

Au 2^e trimestre 2018, la production de produits alimentaires ne progresse quasiment pas (+ 0,2 % par rapport au 1^{er} trimestre), pour le troisième trimestre consécutif. *A contrario*, sur un an, dans la continuité du repli amorcé au 2^e trimestre 2016, la production de produits alimentaires recule au 2^e trimestre 2018, atteignant le plus bas niveau pour la période depuis 2006. Elle a été pénalisée par la baisse de l'ensemble des fabrications à l'exception des *viande et produits à base de viande*, des *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche*, et des *aliments pour animaux*.

Au 2^e trimestre 2018, la production de *viande et produits à base de viande*, qui représente près d'un quart de la production des industries alimentaires, augmente très légèrement (+ 0,4 % par rapport au trimestre précédent), après un 1^{er} trimestre 2018 relativement plus dynamique (+ 1,6 %). La production a été soutenue par la hausse des fabrications de *viandes de boucherie et produits d'abattage* et de *viandes de volailles*. Sur un an, la production de *viande et produits à base de viande* s'accroît également, confirmant la reprise observée depuis le début de l'année après sept trimestres de repli. Cette embellie est en lien avec la hausse des abattages de bovins, de porcins et de volailles, sous l'effet notamment du redressement de la filière canards gras depuis le début de l'année après deux épisodes successifs d'épizootie aviaire (*encadré Viandes*).

Après deux trimestres de baisse, les fabrications de *produits laitiers* sont stables entre les 1^{er} et 2^e trimestres 2018. Sur un an, en revanche, et malgré une collecte laitière en légère hausse, la production se contracte pour le deuxième trimestre consécutif, principalement sous l'effet du recul de la production de *laits secs*, sur fonds de stocks européens de lait en poudre en baisse mais toujours importants (*encadré Industrie laitière*). Les productions d'*huiles et graisses*

végétales et animales et de *produits issus de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* enregistrent des évolutions similaires : faible variation à la hausse par rapport au trimestre précédent et recul sur un an (*encadrés Corps gras et Boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires*).

Les *préparations et conserves à base de poisson et produits de la pêche* et la fabrication d'*aliments pour animaux* sont, de leur côté, en hausse par rapport au trimestre précédent ainsi que sur un an. La production d'*aliments pour animaux* est tirée par l'augmentation conjointe des fabrications d'*aliments pour animaux de ferme* et d'*agrément* (*encadré Aliments pour animaux*). À l'inverse, les fabrications de *produits issus du travail des grains et produits amylicés* sont en repli par rapport au trimestre précédent et sur un an. La hausse de la production de *produits amylicés* n'a pas été suffisante pour compenser la baisse des fabrications de *produits issus du travail des grains*. Ces dernières atteignent ainsi le plus bas niveau pour la période depuis 2009.

Après un bref repli en début d'année, la production de *produits à base de fruits et légumes* augmente, prolongeant la tendance haussière observée depuis le 3^e trimestre 2016. En revanche, sur un an, la production se contracte fortement pour le deuxième trimestre consécutif, rompant avec l'augmentation continue observée tout au long de l'année 2017. Cette année-là, la production de *produits à base de fruits et légumes* avait été particulièrement dynamique grâce à des conditions climatiques printanières plus propices à la production de légumes qu'en 2016. À l'inverse, les conditions climatiques défavorables du printemps 2018 pèsent sur les récoltes, tant en quantité qu'en qualité (courgette et chou-fleur notamment). Les *préparations et conserves de légumes* diminuent ainsi de près de 20 % sur un an, s'établissant à un niveau relativement faible pour la période (*encadré Fruits et légumes*).

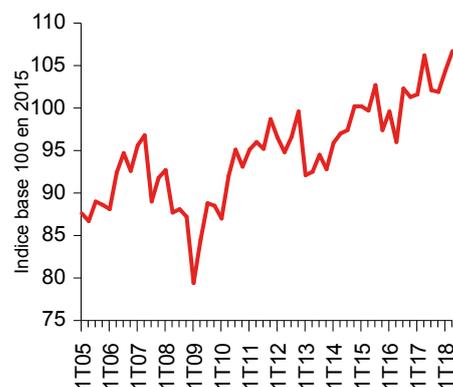
Enfin, les fabrications des *autres produits alimentaires*, qui pèsent pour 21,6 % des produits alimentaires, sont en baisse par rapport au trimestre

précédent après un début d'année en légère hausse, atteignant le niveau le plus bas depuis 2005. Sur un an, le recul des fabrications entamé au 3^e trimestre 2016 se poursuit, mais à un rythme moins soutenu que précédemment, principalement sous l'effet de la baisse des fabrications d'*aliments adaptés à l'enfant et diététiques* et de *sucre* (*encadré autres produits alimentaires*).

Au 2^e trimestre 2018, la production de boissons est en légère baisse sur un an

Au 2^e trimestre 2018, les fabrications de boissons sont en hausse par rapport au trimestre précédent (+ 2,1 %), confirmant la reprise amorcée en début d'année après un bref repli en seconde partie d'année 2017 (*graphique 2*). Elles ont été favorisées par les fabrications de *boissons alcooliques distillées* et de *bière* (*encadré Boissons*). Sur un an, en revanche, et malgré un nombre de jours ouvrables identique au 2^e trimestre 2017, la production de boissons diminue légèrement (- 0,6 %), tout en demeurant dynamique. Elle a été essentiellement freinée par le recul des fabrications de *boissons rafraîchissantes non alcoolisées*. Ces dernières avaient très fortement progressé au 2^e trimestre 2017 (+ 14,5 % par rapport au 2^e trimestre 2016) sous l'effet de la demande étrangère et des différents pics de chaleur du printemps 2017.

Graphique 2
Au 2^e trimestre 2018, la production de boissons reste dynamique



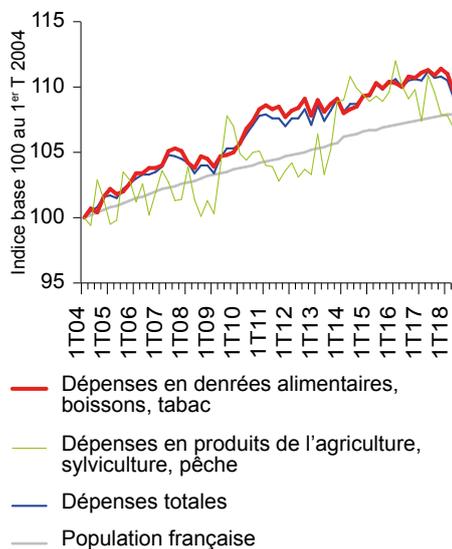
Sources : Insee, Agreste - Indice de la production industrielle (Ipi) CVS-CJO

Au 2^e trimestre 2018, la consommation des ménages fléchit sur un an pour la première fois depuis le 1^{er} trimestre 2014

D'après les résultats des comptes trimestriels de l'Insee, la consommation alimentaire des ménages diminue de 1,3 % en volume entre les 1^{er} et 2^e trimestres 2018, confirmant la tendance baissière amorcée au 3^e trimestre 2017. Ce repli concerne à la fois les produits bruts de l'agriculture et de la pêche (fruits et légumes, poissons frais, etc.) (- 1 %), et les denrées alimentaires, boissons et tabac (- 1,3 %) (*graphique 3*). Pour la première fois depuis le 1^{er} trimestre 2014, la consommation alimentaire des ménages fléchit également sur un an (- 1,9 %). Là encore, la diminution de la consommation touche tous les produits : les produits bruts de l'agriculture et de la pêche reculent de 3,7 % et les denrées alimentaires, boissons et tabac de 1,9 %.

Graphique 3

Au 2^e trimestre 2018, recul en volume des dépenses des ménages en produits agroalimentaires



Source : Insee, traitements SSP : Comptes trimestriels pour la consommation (indice CVS-CJO calculés à partir des dépenses de consommation en million d'euros - Base 2014) - population (y compris Dom)

Selon le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, les quantités de viande achetées par les ménages pour leur consommation à domicile se contractent de nouveau, prolongeant la tendance baissière amorcée à la mi-2013. La quasi-totalité des

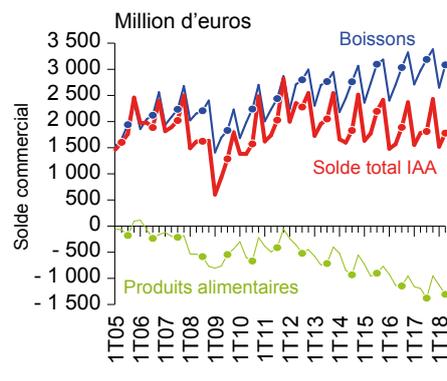
viandes contribue à ce repli des achats, en particulier le porc. De même, à l'exception des achats de crème, les volumes de produits laitiers achetés par les ménages poursuivent leur recul sur un an. Le lait de consommation liquide, le beurre et les produits ultra-frais type yaourts sont les plus touchés par cette baisse.

Au 2^e trimestre 2018, l'excédent commercial des IAA est stable en valeur sur un an après un court repli en début d'année

Après un bref repli sur un an au 1^{er} trimestre 2018, l'excédent commercial des IAA est stable en valeur entre les 2^e trimestres 2017 et 2018. L'amélioration de l'excédent des boissons compense la nouvelle dégradation du déficit commercial des produits alimentaires (*graphique 4*). En revanche, en volume, le déficit commercial des produits alimentaires se réduit très fortement (- 79,6 %), sous l'effet conjugué de la hausse des exportations et du recul des importations (respectivement + 4,3 % et - 1,2 %). À l'inverse, l'excédent des boissons diminue en volume (- 2,3 % sur un an) pour le troisième trimestre consécutif.

Graphique 4

Au 2^e trimestre 2018, stabilisation de l'excédent commercial des IAA en valeur sur un an



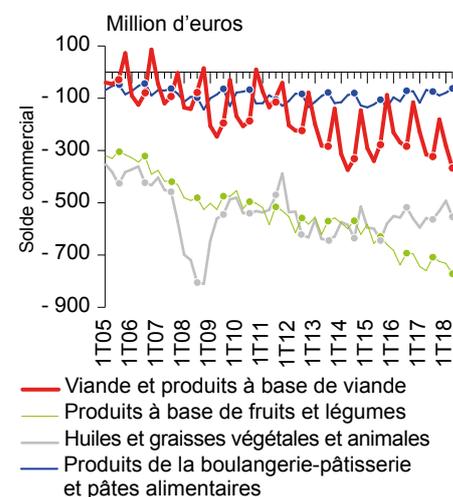
Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

L'augmentation en valeur du déficit des échanges de produits alimentaires s'explique par la détérioration de la plupart des soldes, en particulier des déficits des *viande et préparations à base de viande*, et des excédents des *produits laitiers*

et des *produits issus du travail des grains et produits amylicés*. Seuls les déséquilibres des *préparations et conserves à base de poisson et produits de la pêche, d'huiles et graisses végétales et animales* et de produits de la *boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* se réduisent sur un an (*graphiques 5 et 6*). En volume, l'amélioration de l'excédent commercial des produits alimentaires s'explique, quant à lui, essentiellement par la hausse des exportations des *autres produits alimentaires* (+ 36 % sur un an), et plus précisément de celles de *sucre*.

Graphique 5

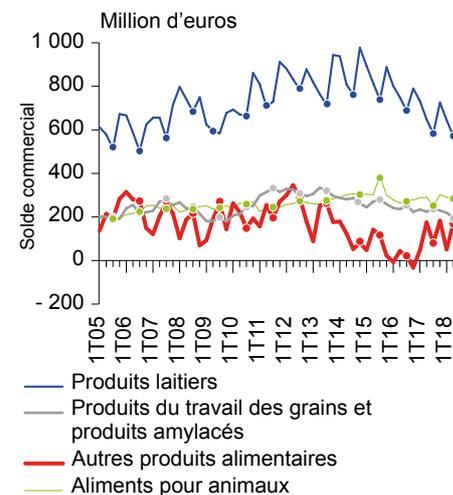
Au 2^e trimestre 2018, creusement du déficit des échanges de viandes en valeur sur un an



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

Graphique 6

Au 2^e trimestre 2018, l'excédent des produits laitiers atteint son plus bas niveau



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

Dans le prolongement de la dégradation quasiment continue amorcée au 3^e trimestre 2016, le déficit des *viande et produits à base de viande* s'accroît fortement sur un an en valeur (+ 14,3 %). Cette détérioration est uniquement liée à un effet prix, l'excédent en volume s'étant amélioré sous l'effet de la hausse des quantités exportées et de la stabilisation des quantités importées. Après une brève amélioration au 1^{er} trimestre 2018, le déficit des *produits à base de fruits et légumes* se creuse également en valeur sur un an (+ 1,5 %), la hausse des exportations ayant été inférieure à celle des importations, prolongeant la dégradation des échanges observée depuis le 3^e trimestre 2010. Néanmoins, à l'instar des viandes, cette évolution reflète des effets prix, le déficit des *produits à base de fruits et légumes* s'étant réduit en volume, principalement grâce à la hausse des quantités vendues.

S'agissant des excédents, le solde des *produits laitiers* se contracte de 1,7 % en valeur sur un an dans la continuité de la baisse amorcée au 3^e trimestre 2015. Il a essentiellement été pénalisé par l'augmentation des cours du beurre à l'importation, l'excédent en volume s'étant redressé après trois trimestres consécutifs de repli (+ 8 % sur un an), grâce à la baisse des quantités achetées. L'excédent des échanges d'*aliments pour animaux* se détériore également en valeur, en lien avec une hausse des quantités achetées supérieure à celles des quantités vendues. Quant aux excédents en valeur des échanges de *produits issus du travail des grains et produits amylicés* et celui d'*autres produits alimentaires*, ils se réduisent en valeur sous l'effet d'une baisse plus marquée des exportations que des importations. En volume, l'excédent des *produits issus du travail des grains et produits amylicés* diminue également. *A contrario*, celui des *autres produits alimentaires* s'améliore au 2^e trimestre 2018, pour le cinquième trimestre consécutif. Sous l'effet d'une hausse significative des exportations de sucre, il atteint son plus haut niveau pour la période depuis 2006.

Parmi les rares déficits en baisse, le solde des *préparations et conserves à base de poisson et produits de la pêche* s'améliore, tant en valeur qu'en volume, grâce à des exportations dynamiques. Le déséquilibre des échanges de produits de la *boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* se réduit également en valeur sous l'effet de la hausse du prix des exportations, les quantités vendues restant plutôt stables. La bonne tenue en valeur de l'excédent des *huiles et graisses végétales et animales*, s'explique quant à elle par des prix à l'importation moins élevés.

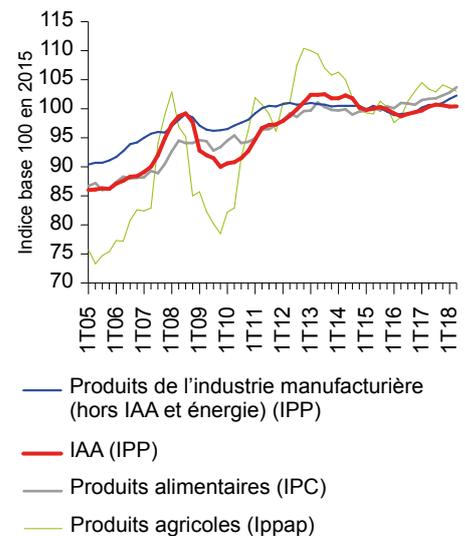
Après un bref repli au trimestre précédent, l'excédent des boissons se renforce en valeur au 2^e trimestre 2018 (+ 3,8 %). Il prolonge la tendance haussière observée sur un an depuis le 4^e trimestre 2016, et atteint un niveau record pour la période. Cette amélioration résulte principalement de la meilleure valorisation des exportations de *vins*, aussi bien vers les pays de l'Union européenne que vers les pays tiers, et dans une moindre mesure de celles de *boissons alcooliques distillées* et de *Champagne et mousseux*. Les quantités vendues et achetées se contractent et conduisent à une baisse de l'excédent des boissons en volume.

Au 2^e trimestre 2018, les prix à la production des IAA se sont stabilisés sur un an

Au 2^e trimestre 2018, les prix à la production des IAA sont stables pour le troisième trimestre consécutif, malgré la légère hausse du prix des boissons (+ 0,6 % par rapport au 1^{er} trimestre 2018). Pour la première fois depuis la fin 2013, les prix sont étales sur un an, marquant le pas par rapport à la légère reprise engagée au 1^{er} trimestre 2017 (graphique 7).

Dans l'ensemble, après cinq trimestres de hausse, les prix à la production des produits alimentaires sont restés étales sur un an au 2^e trimestre 2018. Cette stabilité masque néanmoins des disparités selon les produits. Les prix à la production des *produits à base de fruits et légumes*, des produits de

Graphique 7
Au 2^e trimestre 2018, stabilisation sur un an des prix à la production des IAA



Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français, prix de marché (IPP), indice de prix des produits à la production agricoles (Ippap) et indice de prix à la consommation (IPC) - Indice brut

la *boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* et des *produits laitiers* s'accroissent sur un an, en lien pour ces derniers, avec le redressement des cours du lait et du beurre. À l'inverse, les prix à la production de tous les autres produits alimentaires reculent sur un an. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de prix à la production des produits agricoles en léger repli sur un an pour le deuxième trimestre consécutif. Les cours des graines oléagineuses, des pommes de terre, des porcins et des œufs expliquent l'inversion de la tendance haussière constatée entre la fin 2016 et la fin 2017. Du côté des boissons, la hausse régulière des prix à la production depuis le 3^e trimestre 2010 se poursuit à un rythme similaire à celui observé depuis le 4^e trimestre 2017.

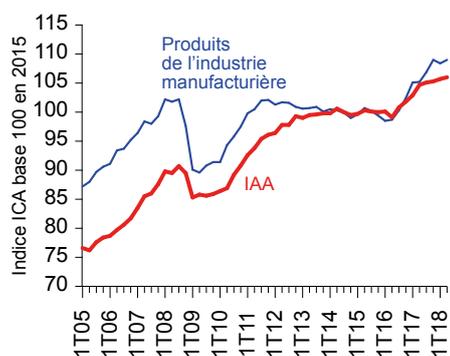
Le chiffre d'affaires du secteur des IAA est en légère hausse sur un an au 2^e trimestre 2018

À l'instar des trois trimestres précédents, le chiffre d'affaires des IAA progresse légèrement au 2^e trimestre 2018 (+ 0,3 % par rapport au trimestre précédent), freiné par la stabilité des prix et une timide augmentation de la production

(graphique 8). L'évolution diffère toutefois selon les secteurs : en légère hausse pour les produits laitiers, les aliments pour animaux et les boissons, le chiffre d'affaires est quasiment éte en ce qui concerne les produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires et les produits à base de fruits et légumes, et en repli pour les autres produits.

Sur un an, la croissance du chiffre d'affaires des IAA s'essouffle (+ 0,4 % entre les 2^e trimestres 2017 et 2018 contre + 2,3 % entre les 1^{ers} trimestres 2017 et 2018), bridée par des prix stables et une production en baisse. La situation est toutefois, là

Graphique 8
Au 2^e trimestre 2018, légère augmentation du chiffre d'affaires des IAA



Source : Insee - Indice de chiffre d'affaires (ICA) - Marché intérieur et exports - CVS-CJO.

encore, contrastée selon les secteurs. Le chiffre d'affaires recule dans les secteurs des viande et produits à base de viande, des huiles et graisses végétales et

animales, les produits issus du travail des grains et produits amylicés et les autres produits alimentaires. Il progresse légèrement dans les autres secteurs.

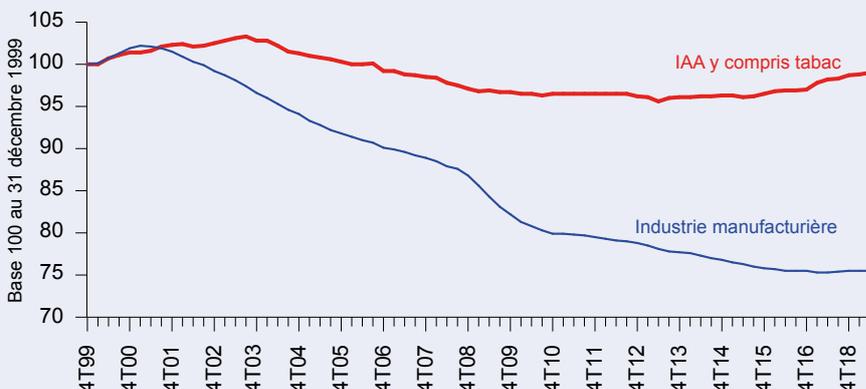
Au 2^e trimestre 2018, l'emploi dans les IAA progresse de nouveau légèrement

Au 2^e trimestre 2018, l'emploi dans les IAA (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) est resté relativement stable par rapport au trimestre précédent tout en progressant de nouveau sur un an (graphique 9). Au 2^e trimestre 2018, les IAA emploient 578 000 salariés (tous contrats et tous temps de travail confondus), soit 900 emplois de

plus qu'au trimestre précédent et 4 700 de plus qu'un an auparavant (+ 0,8 %). À l'opposé, dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié recule une nouvelle fois par rapport au trimestre précédent ainsi que sur un an (respectivement - 1 700 et - 6 500 employés). Au 2^e trimestre 2018, l'industrie manufacturière emploie 2,778 millions de salariés.

Graphique 9

Au 2^e trimestre 2018, légère hausse de l'emploi salarié dans les IAA



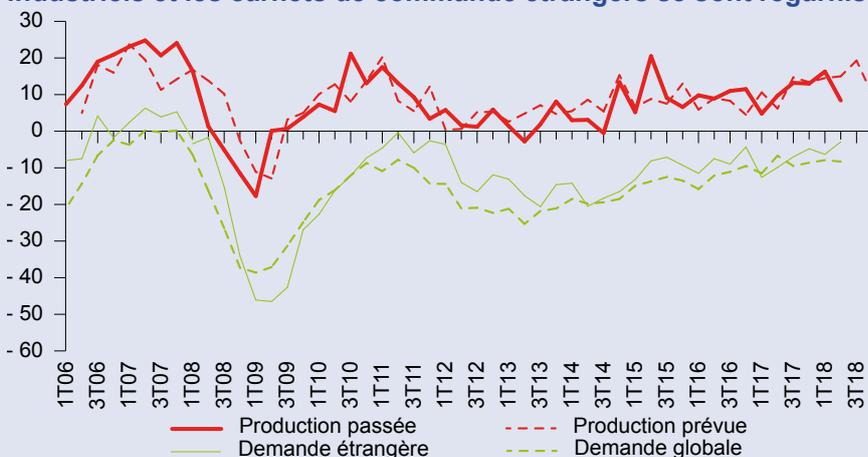
Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre (y compris artisanat commercial) - Données CVS-CJO

Perspectives de production

Graphique 10

Au 2^e trimestre 2018, l'activité des IAA a augmenté selon les industriels et les carnets de commande étrangers se sont regarnis

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee, l'activité des IAA progresse au 2^e trimestre 2018 malgré des carnets de commande toujours considérés comme peu étoffés. Les perspectives personnelles de production pour les 3^e et 4^e trimestres 2018 restent positives et sont, en moyenne, meilleures que celles exprimées l'année dernière pour le 3^e trimestre 2017 mais moins bonnes que celles affichées l'an passé pour le 4^e trimestre 2017 (graphique 10).



Note du graphique : les indicateurs présentés correspondent à un solde d'opinion, différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande, etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse).

Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

Tableau 1

Au 2^e trimestre 2018, la production en volume des IAA diminue sur un an, pénalisée par le recul des fabrications de produits alimentaires et de boissons

	Poids dans la production	2T2018/ 1T2018 (%)	2 ^e trimestre 2018/2 ^e trimestre 2017 (%)					2T2018	2T2017		
			Production	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Expors-tations			Impor-tations	Solde extérieur (million d'euros)
	(%)	CVS-CJO									
Produits des industries alimentaires	85,1	0,2	- 1,1	-0,1	0,3	- 1,3	0,1	- 1 306	- 1 193		
Viande et produits à base de viande	24,9	0,4	1,4	-1,4	- 1,1	- 1,7	2,3	- 367	- 315		
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,9	0,4	5,1	-1,6	- 0,1	7,6	- 3,7	- 773	- 828		
Produits à base de fruits et légumes	6,6	3,5	- 11,0	2,0	0,6	3,1	2,2	- 772	- 760		
Huiles et graisses végétales et animales	5,4	0,3	- 1,4	-4,9	- 1,9	- 3,3	- 1,7	- 554	- 559		
Produits laitiers	20,3	0,3	- 3,3	1,9	1,3	- 2,3	3,6	572	648		
Produits du travail des grains et produits amylacés	6,1	- 1,2	- 2,0	-1,1	- 3,2	- 6,7	- 4,0	197	224		
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	6,2	0,4	- 2,1	2,2	3,1	3,8	2,2	- 62	- 68		
Autres produits alimentaires	21,6	- 1,1	- 0,4	-1,8	- 1,5	- 1,9	- 1,8	169	175		
Aliments pour animaux	6,0	1,1	1,6	0,1	1,0	- 0,1	2,3	284	290		
Boissons*	14,9	2,1	- 0,6	0,8	1,3	4,6	7,1	3 085	2 974		
IAA hors tabac	100,0	0,5	- 1,1	0,1	0,4	0,7	0,8	1 779	1 780		

* Non compris les vins pour la production.

En raison notamment de différences de couverture (cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

Tableau 2

	Poids dans la production	1T2018/ 4T2017 (%)	1 ^{er} trimestre 2018/1 ^{er} trimestre 2017 (%)					1T2018	1T2017		
			Production	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Expors-tations			Impor-tations	Solde extérieur (million d'euros)
	(%)	CVS-CJO									
Produits des industries alimentaires	85,1	0,0	- 1,1	0,7	2,6	2,0	1,4	- 1 130	- 1 159		
Viande et produits à base de viande	24,9	1,6	2,0	0,3	1,6	4,1	7,4	- 281	- 230		
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,9	7,5	6,2	- 1,8	4,5	11,6	- 0,1	- 751	- 776		
Produits à base de fruits et légumes	6,6	- 5,3	- 8,8	2,6	2,6	- 0,3	- 1,0	- 732	- 744		
Huiles et graisses végétales et animales	5,4	- 2,5	- 2,6	- 6,7	- 5,7	6,5	- 9,3	- 493	- 595		
Produits laitiers	20,3	- 2,3	- 2,8	1,8	2,2	0,6	11,4	645	733		
Produits du travail des grains et produits amylacés	6,1	0,7	- 0,8	- 0,5	- 0,5	- 0,8	2,2	219	234		
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	6,2	- 0,4	- 1,8	3,1	6,3	6,9	- 1,1	- 79	- 117		
Autres produits alimentaires	21,6	0,9	- 2,3	- 0,4	2,5	0,5	0,3	51	47		
Aliments pour animaux	6,0	0,9	0,2	- 1,0	1,7	3,6	6,5	291	288		
Boissons*	14,9	2,5	2,3	0,9	0,0	1,4	14,1	2 650	2 712		
IAA hors tabac	100,0	0,4	- 0,7	0,7	2,3	1,8	2,5	1 520	1 553		

Tableau 3

	Poids dans la production	Moyenne 2 premiers trimestres 2018/moyenne 2 premiers trimestres 2017 (%)			Cumul 2 premiers trimestres 2018/cumul 2 premiers trimestres 2017 (%)		Cumul 2 premiers trimestres 2018	Cumul 2 premiers trimestres 2017
		Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Solde extérieur (million d'euros)	
							Brut	
	(%)							
Produits des industries alimentaires	85,1	- 1,1	0,3	1,5	0,3	0,8	- 2 436	- 2 352
Viande et produits à base de viande	24,9	1,7	- 0,6	0,2	1,2	4,8	- 648	- 545
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,9	5,6	- 1,7	2,1	9,6	- 1,9	- 1 524	- 1 604
Produits à base de fruits et légumes	6,6	- 10,0	2,3	1,6	1,5	0,6	- 1 504	- 1 504
Huiles et graisses végétales et animales	5,4	- 2,0	- 5,8	- 3,9	1,7	- 5,6	- 1 046	- 1 154
Produits laitiers	20,3	- 3,1	1,8	1,8	- 0,9	7,1	1 216	1 381
Produits du travail des grains et produits amylacés	6,1	- 1,4	- 0,8	- 1,8	- 3,8	- 1,0	417	459
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	6,2	- 1,9	2,7	4,7	5,3	0,5	- 141	- 185
Autres produits alimentaires	21,6	- 1,4	- 1,1	0,5	- 0,7	- 0,7	220	222
Aliments pour animaux	6,0	0,9	- 0,4	1,4	1,8	4,5	575	578
Boissons*	14,9	0,7	0,9	0,7	3,1	10,3	5 735	5 686
IAA hors tabac	100,0	- 0,9	0,4	1,4	1,2	1,6	3 299	3 334

* Non compris les vins pour la production.

En raison notamment de différences de couverture (cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

Tableau 4

	Poids dans la production	Année 2017/Année 2016 (%)					2017	2016
		Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Solde extérieur (million d'euros)	
							Brut	
	(%)							
Produits des industries alimentaires	85,1	- 0,3	1,4	3,7	6,0	6,9	- 4 682	- 4 156
Viande et produits à base de viande	24,9	- 1,7	1,7	1,7	3,7	5,9	- 1 049	- 902
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,9	- 0,2	6,3	3,2	2,1	8,7	- 3 329	- 3 009
Produits à base de fruits et légumes	6,6	7,1	0,8	2,3	5,4	4,9	- 2 936	- 2 808
Huiles et graisses végétales et animales	5,4	2,2	2,9	0,1	- 5,8	- 0,3	- 2 248	- 2 186
Produits laitiers	20,3	0,8	3,2	6,2	6,2	22,8	2 689	3 029
Produits du travail des grains et produits amylacés	6,1	- 0,7	0,6	0,7	0,9	3,1	925	954
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	6,2	0,6	1,4	5,4	5,0	3,9	- 349	- 357
Autres produits alimentaires	21,6	- 2,8	- 0,4	4,2	11,9	6,2	484	26
Aliments pour animaux	6,0	0,2	- 4,2	2,5	4,6	6,0	1 132	1 096
Boissons*	14,9	3,1	0,6	4,3	6,8	6,2	12 257	11 461
IAA hors tabac	100,0	0,2	1,3	0,8	6,3	6,8	7 575	7 305

* Non compris les vins pour la production.

En raison notamment de différences de couverture (cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

IAA 2016 : la transformation des produits de l'élevage tient toujours une place importante dans le secteur

D'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises, les entreprises agroalimentaires au sens large – industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – comptaient un peu plus de 83 800 entreprises (unités légales et « unités profilées ») en 2016 (chiffre stable par rapport à 2015) et employaient près de 726 200 salariés en équivalent temps plein hors intérim (+ 1,2 %). Parmi elles, les industries agroalimentaires (hors artisanat commercial et commerce de gros de produits agroalimentaires)

comptaient 17 250 unités, en baisse de 6,1 % par rapport à 2015, et 383 300 salariés en équivalent temps plein hors intérim (- 0,8 %).

La transformation de produits de l'élevage occupe toujours une place importante dans le secteur : 37,2 % du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et 40,4 % des emplois salariés en équivalent temps plein hors intérim sont apportés par les industries de la viande et du lait (chiffres stables par rapport à 2015). Ces deux activités sont par ailleurs à l'origine de 31,3 % de la valeur ajoutée du secteur (- 2,2 % par rapport à 2015). Les industries des boissons et les « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie,

café, aliments diététiques, plats préparés, etc.), très exportatrices, demeurent quant à elles les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Au niveau européen (UE à 28), la France regroupe 15 % des unités légales, 16 % du chiffre d'affaires et 13 % de l'emploi des entreprises agroalimentaires au sens large. Elle est au deuxième rang européen en nombre d'entreprises, derrière l'Italie, et en nombre de salariés et en chiffre d'affaires, derrière l'Allemagne. Elle occupe également la première place en termes de chiffre d'affaires réalisé par l'industrie des boissons (tableau 5).

Tableau 5

Chiffres clés des industries et du commerce de gros de produits agroalimentaires en 2016

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Nombre d'unités légales et profilées ¹	Effectif salariés en équivalent temps plein	Effectif salariés au 31 décembre	Chiffre d'affaires H.T.		Valeur ajoutée ²
				Total	dont à l'exportation	
				(million d'euros)	(%)	(million d'euros)
Ensemble des entreprises agroalimentaires	83 832	726 165	...	386 944	18,4	55 954
Industries agroalimentaires	17 253	383 297	...	166 766	22,7	34 248
Industries alimentaires	13 307	339 513	...	137 319	20,6	26 475
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 585	98 933	...	32 953	10,6	5 789
Transf. & conserv. poisson, crust., etc.	495	12 665	...	4 172	8,7	687
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 388	23 183	...	7 872	21,9	1 678
Fab. huile et graisse végétale & animale	244	3 535	...	6 569	36,5	325
Fabrication de produits laitiers	1 222	55 980	...	29 164	24,3	4 926
Travail des grains ; fab. prod. amylacés	471	13 094	...	7 138	44,0	1 519
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 917	44 140	...	11 990	15,8	3 532
Fabrication autres produits alimentaires	4 511	71 443	...	25 200	24,5	6 290
Fabrication d'aliments pour animaux	474	16 540	...	12 261	16,9	1 729
Fabrication de boissons	3 946	43 784	...	29 447	32,2	7 773
Commerce de gros de prod. agroalimentaires	24 076	192 140	...	207 213	16,1	15 916
Com. gros prod. agric. brut & anim. viv.	4 979	39 275	...	61 922	18,4	3 296
Com. gros prod. alim. & boissons	19 096	152 865	...	145 291	15,0	12 620
Artisanat commercial	42 503	150 728	...	12 965	0,6	5 790
Charcuterie	3 805	10 608	...	1 217	0,5	350
Cuisson de produits de boulangerie	2 746	6 784	...	568	0,4	140
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	31 593	120 488	...	10 070	0,4	4 817
Pâtisserie	4 358	12 848	...	1 109	2,4	483

1. Ces unités sont constituées des unités légales (sociétés, entreprises individuelles, parties d'administrations publiques et certaines associations) mais aussi des unités « profilées » regroupant des unités légales en forte interaction au sein de grands groupes de plus de 10 000 salariés.

2. Y compris autres produits et autres charges.

... : non disponible en 2016 du fait du passage de la Déclaration annuelle de données sociales à la Déclaration sociale nominative.

Champ : industrie et commerce de gros agroalimentaires, tabac exclu, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2016, traitements SSP

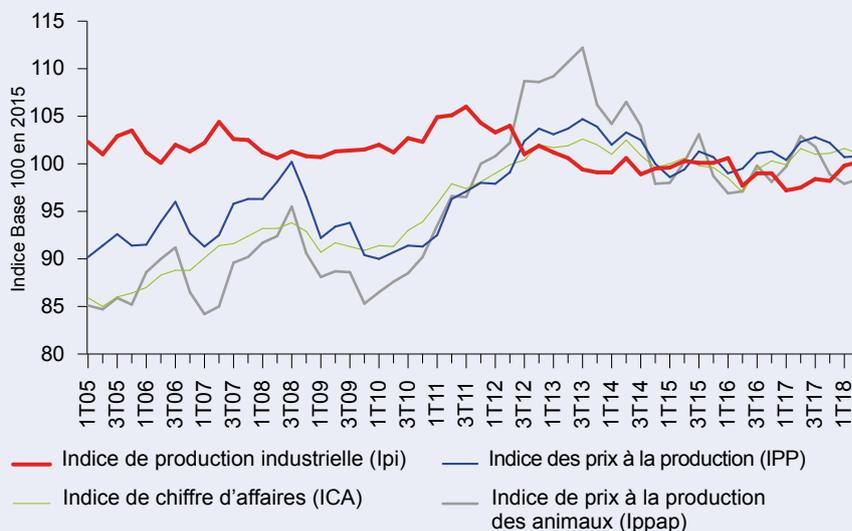
Viandes : au 2^e trimestre 2018, hausse de la production mais détérioration du solde commercial sur un an

La production de viande, qui représente un quart de la production des industries alimentaires en volume, augmente légèrement au 2^e trimestre 2018 (+ 0,4 %), soutenue par la hausse des fabrications de viande de volailles (+ 2,0 %), et dans une moindre mesure de celles de viande de boucherie et produits d'abattage (+ 1,1 %). Sur un an, la production s'accroît également (+ 2,7 %), en lien avec la hausse des abattages de bovins, porcins, ovins et volailles. Sous l'effet de l'augmentation des prix à l'importation et d'une moins bonne valorisation à l'exportation, le déficit structurel des échanges se détériore très fortement en valeur (- 16,5 %), tandis que l'excédent en volume s'améliore (+ 24,7 %) grâce à des quantités vendues en hausse et à des quantités achetées étales. Après deux trimestres en repli, les prix à la production se stabilisent au 2^e trimestre 2018. Sur un an en revanche, les prix

reculent, contribuant à la baisse du chiffre d'affaires (- 0,5 %), après une hausse au 1^{er} trimestre (graphique 11).

Graphique 11

Au 2^e trimestre 2018, la production de viande s'accroît légèrement



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

Fruits et légumes : au 2^e trimestre 2018, recul de la production sur un an et ralentissement de la croissance du chiffre d'affaires

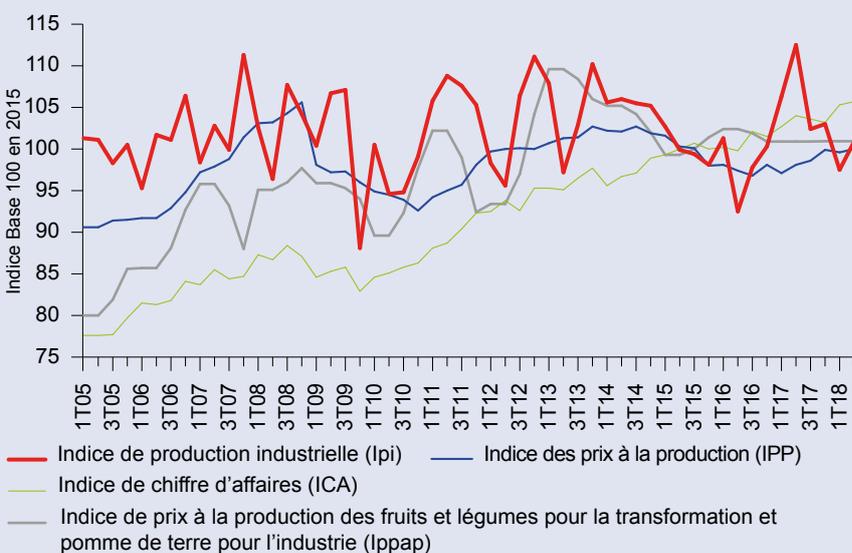
Après avoir diminué au 1^{er} trimestre 2018, la production de produits à base de fruits et légumes se redresse au 2^e trimestre 2018 (+ 3,5 % en volume par rapport au trimestre précédent), sur fond de tendance baissière depuis 2017. En revanche, sur un an, et malgré un nombre de jours ouvrables équivalent à celui du 2^e trimestre 2017, la production baisse fortement (- 11 %), sous l'effet du recul des fabrications des autres préparations et conserves à base de fruits et légumes, qui représentent 75 % du poste, et dans une moindre mesure de celles de jus de fruits et légumes. Ce repli s'explique par des conditions climatiques printanières moins favorables que celles de l'année 2017 (manque de luminosité et de chaleur, excès d'humidité, épisodes venteux) à la production de légumes et de fruits. Seules les préparations et conserves à base de pommes de terre augmentent (+ 6,2 % entre les 2^{es} trimestres 2017 et 2018), en lien avec une récolte en hausse sur la campagne 2017-2018. Après une brève amélioration au 1^{er} trimestre, le déficit commercial se creuse de nouveau en valeur mais se

réduit en volume grâce à la hausse des quantités exportées (+ 4,9 % sur un an). Soutenu par des prix en hausse sur un an (+ 2 %), le chiffre d'affaires poursuit

sa croissance (+ 0,6 %) malgré le recul de la production, de façon toutefois moins marquée qu'aux trimestres précédents (graphique 12).

Graphique 12

Au 2^e trimestre 2018, la production de produits à base de fruits et légumes diminue fortement sur un an



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

Corps gras : au 2^e trimestre 2018, diminution de la production et réduction du déficit commercial en valeur sur un an

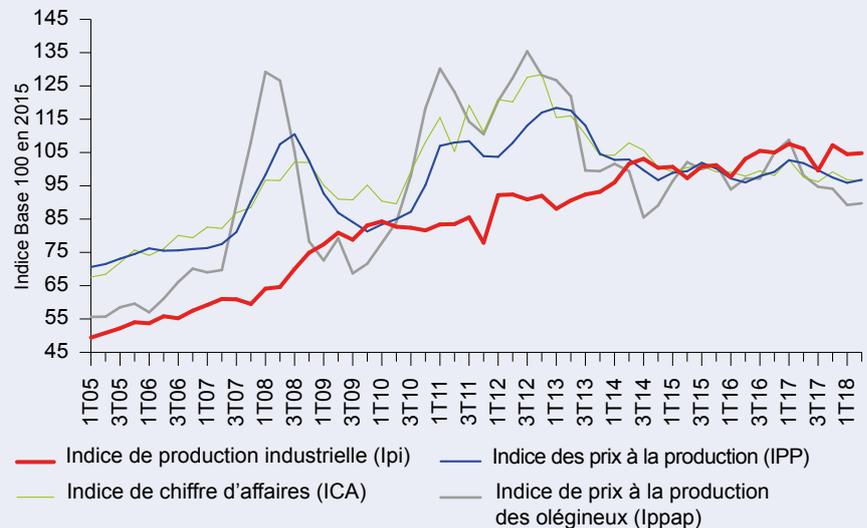
Au 2^e trimestre 2018, la production en volume de corps gras varie très peu (+ 0,3 % par rapport au trimestre précédent), demeurant ainsi à un niveau élevé. Sur un an, en revanche, la production diminue pour le deuxième trimestre consécutif (- 1,4 % par rapport au 2^e trimestre 2017), contrastant avec la hausse quasiment ininterrompue observée depuis le 2^e trimestre 2016. Ce repli s'explique par la baisse des fabrications d'huiles raffinées et de margarine qui représentent, à elles deux, un tiers du poste. Le déficit structurel diminue en valeur sur un an pour le troisième trimestre consécutif (- 0,9 %), s'établissant à son plus bas niveau pour la période depuis 2011. À l'inverse, en raison du repli des quantités vendues (- 7,7 % sur un an), le déficit des échanges se creuse en volume. De leur côté, les prix à la production progressent par rapport au trimestre précédent, tout en reculant sur un an (- 5 %) pour le troisième trimestre consécutif. Sous l'effet de la baisse de

la production et des prix sur un an, le chiffre d'affaires du secteur se contracte (- 1,9 %), prolongeant la tendance

baissière entamée au 1^{er} trimestre 2013 (graphique 13).

Graphique 13

Au 2^e trimestre 2018, poursuite de la baisse du chiffre d'affaires du secteur



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

Travail des grains et produits amylicés : baisse sensible sur un an de l'excédent commercial

Au 2^e trimestre 2018, la production en volume diminue de 1,2 % par rapport au trimestre précédent, prolongeant la tendance baissière amorcée au 2^e trimestre 2015 et enregistrant son plus bas niveau depuis début 2013. Sur un an, les fabrications se contractent également (- 2 %) pour le troisième trimestre consécutif, atteignant leur plus faible niveau pour la période depuis 2009. Elles ont été pénalisées par le recul des fabrications de produits

issus du travail des grains, qui n'a pas été compensé par la hausse de la production de produits amylicés. Du côté du commerce extérieur, les exportations reculent, tant en volume qu'en valeur, tout comme les importations, conduisant à une baisse sensible de l'excédent commercial. Ce dernier se contracte de 12 % sur un an en valeur et de 20,8 % en volume, s'établissant ainsi à des niveaux faibles pour la période. Les prix à la production

sont, eux, stables par rapport au trimestre précédent. Cependant, ils diminuent de nouveau sur un an, s'inscrivant dans la tendance baissière entamée au 3^e trimestre 2013. Bridé par une production en recul, le chiffre d'affaires du secteur fléchit de 0,6 % par rapport au 1^{er} trimestre 2018. Sur un an, le repli est encore plus marqué (- 3,2 %), en lien avec la baisse conjuguée des fabrications et des prix.

Industrie laitière : au 2^e trimestre 2018, repli sur un an de la production en volume et de l'excédent commercial

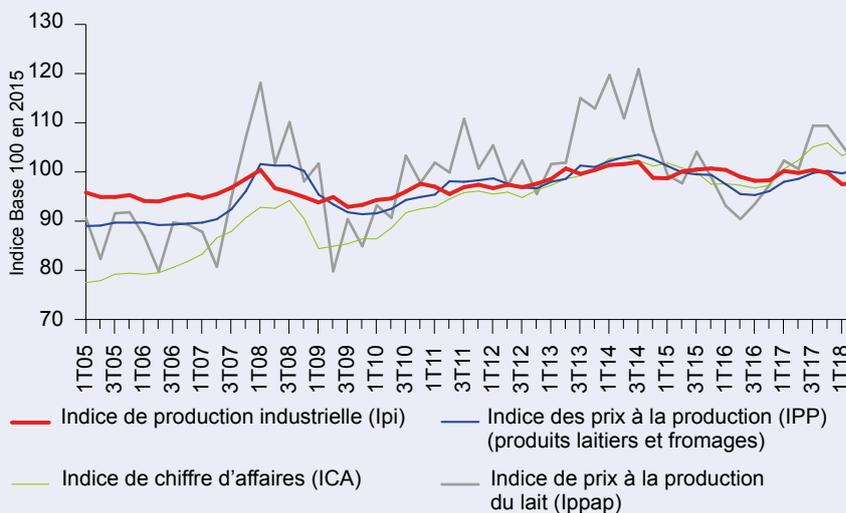
Après deux trimestres de baisse, la production en volume de produits laitiers est quasiment stable au 2^e trimestre 2018 (+ 0,3 % par rapport au trimestre précédent). En revanche, sur un an, la production fléchit de façon plus soutenue qu'en début d'année (- 3,3 % contre - 2,8 % entre les 1^{ers} trimestres 2017 et 2018) malgré une légère croissance de la collecte laitière. Les fabrications atteignent ainsi leur plus bas niveau pour un deuxième trimestre depuis 2010. Elles ont été pénalisées par le recul de l'ensemble des fabrications, à l'exception des glaces et sorbets, en particulier par celui des fabrications de laits secs, en lien avec la persistance de stocks européens toujours conséquents. En contraction assez nette depuis le 3^e trimestre 2015, l'excédent commercial diminue une nouvelle fois sensiblement en valeur (- 11,7 % sur un an au 2^e trimestre 2018), sous l'effet uniquement des prix (hausse des cours du beurre notamment), les quantités achetées ayant diminué et les quantités exportées

étant restées stables. Dans un contexte de redressement des cours du lait depuis l'été 2016, les prix à la production des produits laitiers poursuivent leur

hausse (+ 1,9 % sur un an), conduisant à une amélioration du chiffre d'affaires (+ 1,3 %) (graphique 14).

Graphique 14

Au 2^e trimestre 2018, poursuite de la croissance du chiffre d'affaires des produits laitiers



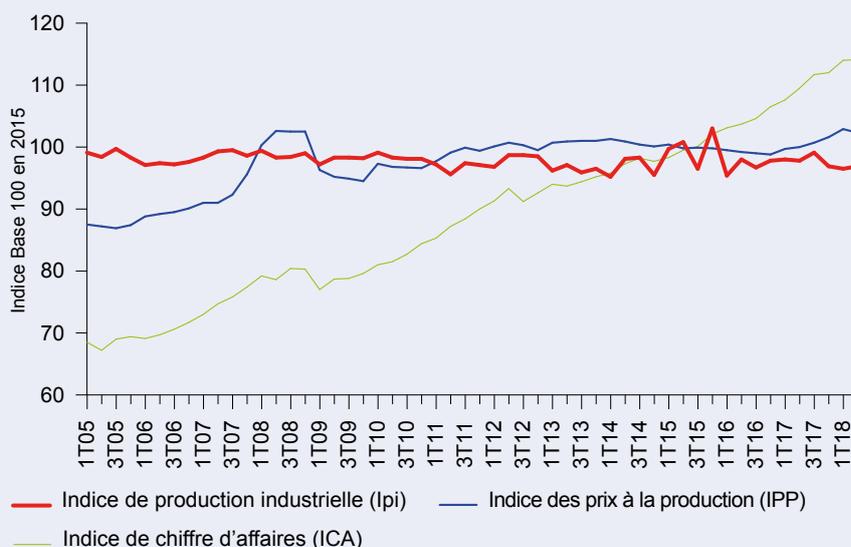
Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

Boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires : au 2^e trimestre 2018, nouvelle réduction du déficit commercial en valeur sur un an

En baisse depuis le 3^e trimestre 2017, la production augmente très légèrement au 2^e trimestre 2018 (+ 0,4 %). Sur un an, elle est en diminution (- 2,1 %). Les fabrications de pâtes alimentaires s'accroissent (+ 1,5 %), favorisées par des disponibilités nationales de blé dur plus importantes. Les fabrications de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation et de pain et pâtisserie fraîche sont stables. Le déficit commercial se réduit assez fortement en valeur sur un an (- 8,7 %) pour le deuxième trimestre consécutif, grâce à des volumes en hausse (croissance des exportations et baisse des importations). Pour la première fois depuis début 2017, les prix à la production baissent au 2^e trimestre 2018 (- 0,6 %), entraînant une stagnation du chiffre d'affaires. Sur un an, les prix sont en hausse (+ 2,2 %) et soutiennent le chiffre d'affaires (+ 3,1 %) (graphique 15).

Graphique 15

Au 2^e trimestre 2018, le chiffre d'affaires du secteur atteint un nouveau pic*



* Les évolutions des 3 indicateurs ne sont pas directement comparables du fait des différences dans les champs couverts (secteur pour l'ICA et branche pour l'IPI et l'IPP).

Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

Autres produits alimentaires : au 2^e trimestre 2018, poursuite de la baisse de la production et de l'excédent commercial

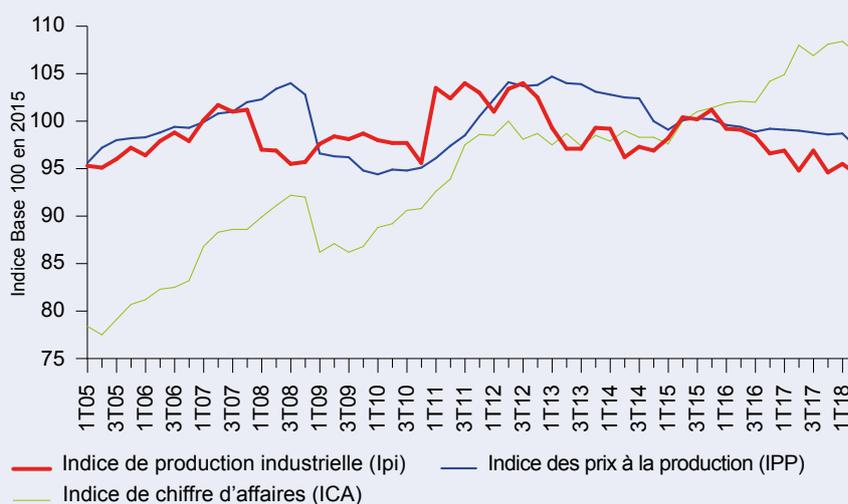
Au 2^e trimestre 2018, dans le prolongement de la tendance baissière amorcée fin 2015 et après un léger rebond en début d'année, la production des autres produits alimentaires diminue de 1,1 % par rapport au trimestre précédent, atteignant son plus bas niveau depuis 2005. Elle a été pénalisée par le recul des fabrications de cacao, chocolat et produits de confiserie, de plats préparés et des autres produits alimentaires non classés ailleurs (soupe, ovoproduits, levures, extraits et jus de viande et de poissons, etc.). Sur un an, la baisse de la production amorcée au 3^e trimestre 2016 se poursuit (- 0,4 %). Le rythme est toutefois moins marqué qu'aux trimestres précédents (- 2,9 % en moyenne du 3^e trimestre 2016 au 1^{er} trimestre 2018). La production pâtit du repli de l'ensemble des fabrications, à l'exception de celles de café et thé transformés et de plats préparés. Soutenues par la demande extérieure, en particulier en sucre, les exportations s'envolent en volume (+ 62,7 % sur un an), conduisant à une amélioration sensible de l'excédent commercial (+ 80,6 %). En revanche, sous l'effet de la baisse des prix, en particulier du sucre, en lien avec la hausse de la

production européenne et mondiale 2017/2018, l'excédent commercial diminue en valeur (- 3,5 %). Les prix à la production reculent également, tant par rapport au trimestre précédent que sur un an, prolongeant la tendance baissière

amorcée sur un an au 2^e trimestre 2016. Sous l'effet du repli des prix et de la production, le chiffre d'affaires sectoriel est lui aussi en légère baisse (- 1,1 % par rapport au 1^{er} trimestre 2018 et - 1,5 % sur un an) (graphique 16).

Graphique 16

Au 2^e trimestre 2018, diminution de la production, des prix et du chiffre d'affaires des « autres produits alimentaires »*



* Les évolutions des 3 indicateurs ne sont pas directement comparables du fait des différences dans les champs couverts (secteur pour l'ICA et branche pour l'IPI et l'IPP).

Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP) et indice CVS-CJO pour l'IPI et l'ICA

Alimentation animale : au 2^e trimestre 2018, l'excédent commercial s'est de nouveau détérioré en valeur ainsi qu'en volume

Au 2^e trimestre 2018, les fabrications d'aliments pour animaux augmentent légèrement pour le deuxième trimestre consécutif (+ 1,1 % par rapport au trimestre précédent), tout en demeurant à un niveau relativement faible. Sur un an, la production s'accroît de 1,6 % après une brève stabilisation en début d'année. Elle a été principalement soutenue par l'augmentation des fabrications d'aliments pour volailles,

en lien avec l'accélération des mises en place de poussins au 1^{er} trimestre 2018 et la reprise de la filière canard gras après les deux épisodes successifs d'épizootie aviaire, et dans une moindre mesure par celles d'aliments pour vaches laitières. L'excédent commercial se réduit en valeur et en volume sur un an sous l'effet de la hausse des importations et de la baisse des exportations. Pour la première fois

depuis le 2^e trimestre 2017, les prix à la production augmentent par rapport au trimestre précédent. Sur un an, ils restent en revanche stables, rompant avec les baisses successives observées depuis le 1^{er} trimestre 2016. Sous l'effet de la hausse de la production, le chiffre d'affaires du secteur poursuit la croissance amorcée début 2017 (+ 1 % sur un an).

Boissons : sur un an, le chiffre d'affaires et l'excédent commercial augmentent de nouveau, atteignant des niveaux élevés

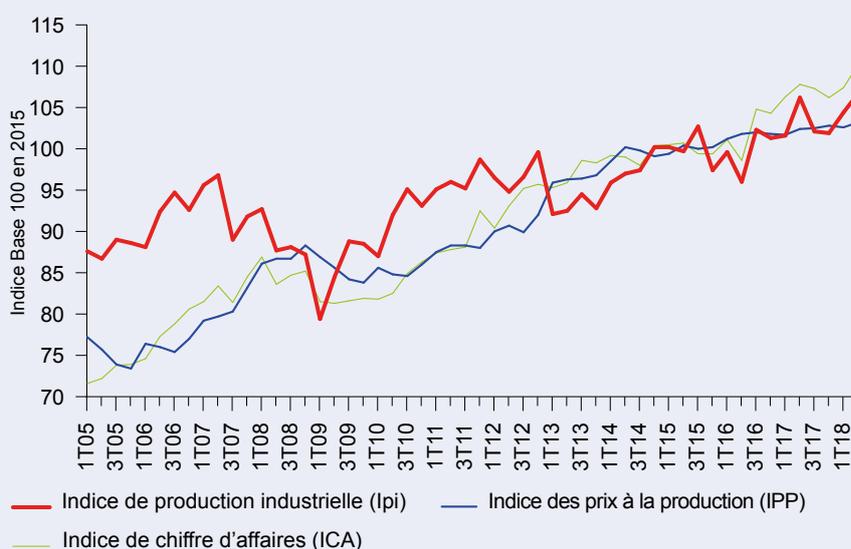
Après avoir fléchi au cours du second semestre 2017, la production de boissons reprend des couleurs depuis le début de l'année. Au 2^e trimestre 2018, la production augmente de 2,1 % par rapport au trimestre précédent et atteint un niveau élevé. Elle a bénéficié du dynamisme des fabrications de bières (+ 5,1 %), en lien avec le mondial de football 2018, et des boissons alcooliques distillées (+ 3 %). En revanche, sur un an, la production recule légèrement (- 0,6 %) en raison principalement de la baisse des fabrications de boissons rafraîchissantes non alcoolisées (- 5,4 %). Ce repli est toutefois à relativiser dans la mesure où la production de boissons avait fortement augmenté sur un an au 2^e trimestre 2017 en raison d'une hausse de la demande étrangère, et de plusieurs pics de chaleur au printemps. La production demeure en outre à un niveau très élevé pour la période. Malgré le recul de la demande étrangère et la légère augmentation des quantités importées, l'excédent commercial s'accroît de nouveau en valeur (+ 3,8 %) après une brève détérioration au trimestre

précédent, franchissant pour la première fois à cette période la barre des trois milliards d'euros. Sous l'effet de la hausse conjointe de la production et des prix, la croissance du chiffre d'affaires du secteur se poursuit (+ 2,6 % par

rapport au trimestre précédent). Sur un an, le chiffre d'affaires augmente également de nouveau (+ 1,3 %) grâce à la bonne tenue des prix amorcée au 3^e trimestre 2010 (graphique 17).

Graphique 17

Au 2^e trimestre 2018, la production et le chiffre d'affaires des boissons atteignent de nouveau un niveau record



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév. 2 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y compris de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12) :

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/cpf2008/cpf2008.htm>

- Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2015. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables. L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels alors que les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.

Alors que la branche regroupe des unités de production homogènes, les secteurs d'activité regroupent des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale mais qui peuvent avoir des productions ou services secondaires relevant d'autres items de la nomenclature d'activité. Compte tenu des champs respectifs des différents indicateurs, le chiffre d'affaires total d'une entreprise sera affecté à un seul poste de la nomenclature d'activité (l'activité principale) alors que sa production sera, le cas échéant, ventilée dans différents postes de la nomenclature.

- **Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie :**

Le département de la conjoncture de l'Insee effectue une enquête mensuelle auprès des entreprises du secteur concurrentiel sur la situation et les perspectives d'activité dans l'industrie. Le champ de l'industrie retenu recouvre les secteurs de l'industrie manufacturière dont les fabrications de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac. Toutes les questions sont qualitatives et trimodales. Les résultats sont présentés sous la forme de soldes d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses « en hausse » ou « supérieurs à la normale » et le pourcentage de réponses « en baisse » ou « inférieurs à la normale ». Cette présentation permet d'améliorer la lisibilité sans perte d'information notable.

http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind11/Emi_m2015.pdf

- Les données concernant les entreprises agroalimentaires au sens large, industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie sont obtenues à partir d'Esane (Elaboration des Statistiques Annuelles d'Entreprise) :
<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/esane-entreprises-agroalimentaires/>
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
 - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets ;
 - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.
- Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur

Les Synthèses conjoncturelles IAA :

- « Au 3^e trimestre 2017, la production en volume des IAA a reculé sur un an pour la première fois depuis le début de l'année », Synthèses n° 2018/320, janvier 2018
- « Au 2^e trimestre 2017, la production en volume des IAA reste stable sur un an, malgré la forte croissance du secteur des boissons », Synthèses n° 2017/315, octobre 2017
- « Au 1^{er} trimestre 2017, la production en volume des IAA a confirmé le timide redressement amorcé au 3^e trimestre 2016 », Synthèses n° 2017/312, juillet 2017
- « En 2016, la production en volume des IAA a diminué après deux années de faible hausse », Synthèses n° 2017/304, mai 2017

Les primeurs IAA :

- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires - En 2017, les ventes progressent sous l'effet d'une hausse des prix », Agreste primeur n° 351, juillet 2018
- « Dépenses des industries agroalimentaires pour protéger l'environnement - Nouvelle progression des investissements antipollution en 2015 », Agreste primeur n° 347, novembre 2017
- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires - En 2016, baisse des ventes dans les filières animales », Agreste primeur n° 346, juillet 2017

Autre publication sur ce thème publiée par la DGPE :

« Le panorama des industries agroalimentaires 2016 » disponible en ligne à l'adresse suivante :
<http://agriculture.gouv.fr/le-panorama-des-iaa>

ORGANISMES

ACP : Afrique, Caraïbes et Pacifique
Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
Arvalis : Institut du végétal
ASTREDHOR : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CSA : China sugar association
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPE : Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Iso : International sugar organization
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
NEPG : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
PMA : Pays les moins avancés
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
StatCan : Statistique Canada
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
FCO : fièvre catarrhale ovine
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
lpa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
lpi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
lppap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.rnm.franceagrimer.fr/

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP
Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : SSP
Dépot légal : À parution
© Agreste 2018

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Références des synthèses

Synthèses

En 2018, une récolte en baisse à la suite d'une météo défavorable mais des prix globalement plus soutenus qu'en 2017 <i>Grandes cultures</i>	7	J.-M. Pognat
En 2018, une évolution contrastée des chiffres d'affaires à la production des fruits d'été, dans un contexte de baisse des récoltes et de remontée des cours <i>Fruits d'été</i>	15	L. Bernadette
En 2018, des récoltes de légumes d'été en repli et des prix à la production plutôt en hausse <i>Légumes d'été</i>	19	S. Bernadet
En 2017, une 2 ^e épizootie d'Influenza aviaire pénalise la filière des palmipèdes gras <i>Aviculture</i>	27	C. Ugliera
Au 2 ^e trimestre 2018, nouveau recul de la production en volume des IAA sur un an IAA	39	M. Kuhn-Le Braz

Organismes et abréviations 55

Pour en savoir plus 57

Liste des Infos rapides parues

Animaux de boucherie - Bovins, n° 161 - 9/11, octobre 2018	M.-A. Lapuyade
Animaux de boucherie - Ovins, n° 163 - 9/11, octobre 2018	M.-A. Lapuyade
Animaux de boucherie - Porcins, n° 162 - 9/11, octobre 2018	C. Ugliera
Bovins, enquête cheptel, mai 2018, n° 154 - 1/2, octobre 2018	M.-A. Lapuyade, E. Mathieu
Porcins, enquête cheptel, mai 2018, n° 155 - 1/2, octobre 2018	C. Ugliera, P. Soler
Aviculture, n° 165 - 10/11, novembre 2018	C. Ugliera
Carotte, n° 156 - 1/3, octobre 2018	S. Bernadet
Chicorée, n° 157 - 2/4, octobre 2018	S. Bernadet
Climatologie, n° 147 - 10/12, octobre 2018	M. Le Turdu
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 152 - 10/12, octobre 2018	T. Champagnol
Concombre, n° 135 - 2/3, septembre 2018	S. Bernadet
Courgette, n° 136 - 2/3, septembre 2018	S. Bernadet
Coûts de production, n° 153 - 9/10, octobre 2018	A. Lavergne, M. Kuhn-Le Braz
Endive, n° 158 - 1/4, octobre 2018	S. Bernadet
Grandes cultures et fourrages, n° 148 - 8/10, octobre 2018	J.-M. Pognat
Lait, n° 151 - 9/11, octobre 2018	S. Cazeneuve
Laitue, n° 159 - 2/4, octobre 2018	S. Bernadet
Melon, n° 137 - 2/3, septembre 2018	S. Bernadet
Pêche, n° 129 - 5/5, septembre 2018	L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts
Poire, n° 149 - 3/4, octobre 2018	L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts
Poireau, n° 160 - 1/3, octobre 2018	S. Bernadet
Pomme, n° 150 - 4/5, octobre 2018	L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts
Prairies, n° 164 - 7/7, octobre 2018	M. Simonovici
Prix agricoles et alimentaires, n° 139, septembre 2018	A. Delort
Tomate, n° 138 - 3/4, septembre 2018	S. Bernadet
Viticulture, n° 146 - 3/4, octobre 2018	L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

Numéro 4 - novembre 2018

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Prix : 7,00 €